

Note: Cette traduction a été établie par le Greffe à des fins internes et n'a aucun caractère officiel

**Lettre en date du 10 octobre 2023 adressée au greffier de la Cour internationale de Justice par le chargé d'affaires de l'ambassade de la République arabe syrienne à Bruxelles**

*[Traduction]*

1. Se référant à la lettre que la République arabe syrienne (ci-après la « Syrie ») a reçue le 9 juin 2023 de la Cour internationale de Justice, lui transmettant la « requête introductive d'instance conjointe » (ci-après la « requête ») présentée « au nom du Canada et du Royaume des Pays-Bas contre la Syrie » au sujet d'un différend « au titre de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » (ci-après la « convention contre la torture »), et la demande en indication de mesures conservatoires, toutes deux déposées au Greffe de la Cour le 8 juin 2023, la République arabe syrienne tient à indiquer ce qui suit.

**Introduction**

2. La Syrie réaffirme qu'elle est attachée au respect du droit international et des traités internationaux multilatéraux, notamment la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et qu'elle prend très au sérieux les questions y afférentes.

3. Ainsi, la Syrie a accueilli de manière ouverte et constructive les communications qu'elle a reçues des demandeurs, et s'est efforcée, réellement et de bonne foi, d'examiner leurs préoccupations et leur point de vue et de répondre aux points soulevés, que ce soit dans la correspondance échangée entre les deux camps ou à l'occasion des deux réunions physiques tenues à Abou Dhabi (Émirats arabes unis) le 26 avril et les 5 et 6 octobre 2022 entre la délégation de la Syrie et les délégations de chacun des demandeurs, et ce, dans le but de parvenir à un accord avec eux.

4. **Depuis la première note verbale que la Syrie a reçue du Royaume des Pays-Bas, les demandeurs se sont refusés, dans l'ensemble des communications qu'ils ont adressées par la suite et au cours des deux réunions, à engager la moindre discussion sérieuse et réelle visant à parvenir à un accord, voire simplement à répondre aux explications et demandes de renseignements de la Syrie,** alors même que c'étaient eux qui avaient pris l'initiative de soulever des questions relatives à l'application de la convention contre la torture. Les demandeurs n'ont cessé d'insister sur un point, à savoir la reconnaissance préalable par la Syrie, sans aucune discussion réelle ni aucun échange effectif d'informations, qu'elle « a manqué à plusieurs obligations consacrées par la convention contre la torture », que sa responsabilité est engagée à raison de « ces manquements au droit international qui constituent des faits internationalement illicites » et que « cette responsabilité entraîne pour [elle] des conséquences juridiques ». Il est clair que l'attitude des demandeurs consistant à imposer des conditions préalables est contraire et porte atteinte au but et au principe des négociations prévues à l'article 30 de la convention, et qu'elle vide ces négociations de leur substance, de leur sens et de leur objet, d'un point de vue pratique et juridique.

5. En conséquence, **il ne fait aucun doute que les demandeurs avaient pour seule intention de laisser passer sans effet les étapes et délais procéduraux, ce qui va à rebours de la lettre et de l'esprit de la convention contre la torture,** et en particulier de l'objet et du but principaux de cet instrument, soit « accroître l'efficacité de la lutte contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans le monde entier », et qui, de surcroît, porte atteinte aux moyens et mécanismes de la justice internationale, et met en péril leur crédibilité.

### **La compétence *prima facie* et la recevabilité**

Les demandeurs se fondent sur le paragraphe 1 de l'article 36 du Statut et le paragraphe 1 de l'article 30 de la convention pour établir la compétence de la Cour. Cette dernière doit tout d'abord s'assurer qu'elle a, au moins *prima facie*, compétence. À cet égard, la Syrie entend apporter les précisions ci-après.

6. S'agissant des droits et obligations qui découlent d'instruments relatifs aux droits de l'homme tels que la convention contre la torture, le droit international impose de respecter, de protéger et d'appliquer les droits de l'homme. Or, **les obligations découlant de ces traités sont des obligations individuelles faites aux États et ne sont pas de nature à créer un différend entre des États parties tant qu'il n'est pas prouvé qu'un préjudice a été causé à un autre État partie et qu'un lien de causalité existe entre ce préjudice et le fait reproché, selon les règles de la responsabilité internationale.** Autrement dit, ces obligations et droits figurant dans les traités relatifs aux droits de l'homme n'ont pas, en principe, de caractère réciproque. Cette conclusion est fondée sur un certain nombre de considérations juridiques exposées ci-après.

7. Certaines conventions internationales portant sur les droits de l'homme confèrent explicitement aux autres États parties le droit d'invoquer la responsabilité d'un État partie qui manquerait aux obligations qu'elles contiennent. Tel est par exemple le cas de la convention européenne des droits de l'homme et de son article 33<sup>1</sup>. Il s'ensuit que, si ce type d'instrument créait des obligations mutuelles, il n'aurait pas été nécessaire d'insérer une telle disposition dans la convention européenne des droits de l'homme. Les auteurs de ce texte avaient conscience du fait que les instruments en question ne créent de droits et d'obligations qu'à l'égard d'un État partie dont les droits propres ont été violés, et ne confèrent pas à tous les États le droit intrinsèque d'agir en cas de violation présumée de l'une quelconque des obligations qu'ils contiennent. Une disposition explicite doit donc être insérée pour préciser qu'un tel droit est conféré à tous les États parties.

8. Si l'on se réfère à la convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités, celle-ci ne contient aucun élément confortant l'idée selon laquelle des obligations additionnelles s'imposeraient aux parties à un traité international. De fait, cette convention a consacré le principe de l'effet relatif des traités (articles 31, 35, 36 de la convention de Vienne).

**Compte tenu de ce qui précède, la Cour n'a pas compétence, étant donné que les deux demandeurs, n'ayant pas démontré l'existence d'un préjudice qu'ils auraient subi ou l'existence d'un lien de causalité entre celui-ci et les actes qu'ils dénoncent, conformément aux règles de la responsabilité internationale, n'ont pas le droit de formuler des allégations mettant en cause la responsabilité de la Syrie à raison de violations de la convention.**

9. Le paragraphe 1 de l'article 30 de la convention contre la torture dispose comme suit :

« Tout différend entre deux ou plus des États parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne peut pas être réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut

---

<sup>1</sup> « Toute Haute Partie contractante peut saisir la Cour de tout manquement aux dispositions de la Convention et de ses protocoles qu'elle croira pouvoir être imputé à une autre Haute Partie contractante. »

soumettre le différend à la Cour internationale de Justice en déposant une requête conformément au Statut de la Cour. »

10. Les demandeurs allèguent qu'un « différend » les oppose à la Syrie en ce qui concerne l'interprétation et l'application de la convention, qu'ils ont « réellement cherché, par voie de négociation, à régler le différend relatif à la violation de la convention contre la torture par la Syrie » et que « les négociations entre les Parties sont devenues inutiles ou ont abouti à une impasse ».

11. La convention a établi un mécanisme prévoyant des étapes spécifiques et un enchaînement procédural afin de traiter la question de l'inexécution, par un État, des obligations mises à sa charge par cet instrument, conformément aux dispositions des articles 17 à 20, concernant l'institution du Comité contre la torture et ses modes de fonctionnement, et de l'article 21, qui se rapporte aux communications « dans lesquelles un État partie prétend qu'un autre État partie ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de la ... Convention ».

12. L'article 20 de la convention se lit comme suit :

- « 1. Si le Comité reçoit des renseignements crédibles qui lui semblent contenir des indications bien fondées que la torture est pratiquée systématiquement sur le territoire d'un État partie, il invite ledit État à coopérer dans l'examen des renseignements et, à cette fin, à lui faire part de ses observations à ce sujet.
2. En tenant compte de toutes observations éventuellement présentées par l'État partie intéressé et de tous autres renseignements pertinents dont il dispose, le Comité peut, s'il juge que cela se justifie, charger un ou plusieurs de ses membres de procéder à une enquête confidentielle et de lui faire rapport d'urgence.
3. Si une enquête est faite en vertu du paragraphe 2 du présent article, le Comité recherche la coopération de l'État partie intéressé. En accord avec cet État partie, l'enquête peut comporter une visite sur son territoire.
4. Après avoir examiné les conclusions du membre ou des membres qui lui sont soumises conformément au paragraphe 2 du présent article, le Comité transmet ces conclusions à l'État partie intéressé, avec tous commentaires ou suggestions qu'il juge appropriés compte tenu de la situation.
5. Tous les travaux du Comité dont il est fait mention aux paragraphes 1 à 4 du présent article sont confidentiels et, à toutes les étapes des travaux, on s'efforce d'obtenir la coopération de l'État partie. Une fois achevés ces travaux relatifs à une enquête menée en vertu du paragraphe 2, le Comité peut, après consultations avec l'État partie intéressé, décider de faire figurer un compte rendu succinct des résultats des travaux dans le rapport annuel qu'il établit conformément à l'article 24. »

13. L'article 21 de la convention énonce ensuite :

- « 1. Tout État partie à la présente Convention peut, en vertu du présent article, déclarer à tout moment qu'il reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications dans lesquelles un État partie prétend qu'un autre État partie ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de la présente Convention. Ces communications ne peuvent être reçues et examinées conformément au présent article que si elles émanent d'un État partie qui a fait une déclaration reconnaissant, en ce qui le concerne, la compétence du Comité. Le Comité ne reçoit aucune

communication intéressant un État partie qui n'a pas fait une telle déclaration. La procédure ci-après s'applique à l'égard des communications reçues en vertu du présent article :

- a) Si un État partie à la présente Convention estime qu'un autre État également partie à la Convention n'en applique pas les dispositions, il peut appeler, par communication écrite, l'attention de cet État sur la question. Dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de la communication, l'État destinataire fera tenir à l'État qui a adressé la communication des explications ou toutes autres déclarations écrites elucidant la question, qui devront comprendre, dans toute la mesure possible et utile, des indications sur ses règles de procédure et sur les moyens de recours, soit déjà utilisés, soit en instance, soit encore ouverts ;
- b) Si, dans un délai de six mois à compter de la date de réception de la communication originale par l'État destinataire, la question n'est pas réglée à la satisfaction des deux États parties intéressés, l'un comme l'autre auront le droit de la soumettre au Comité, en adressant une notification au Comité, ainsi qu'à l'autre État intéressé ;
- c) Le Comité ne peut connaître d'une affaire qui lui est soumise en vertu du présent article qu'après s'être assuré que tous les recours internes disponibles ont été utilisés et épuisés, conformément aux principes de droit international généralement reconnus. Cette règle ne s'applique pas dans les cas où les procédures de recours excèdent des délais raisonnables ni dans les cas où il est peu probable que les procédures de recours donneraient satisfaction à la personne qui est la victime de la violation de la présente Convention ;
- d) Le Comité tient ses séances à huis clos lorsqu'il examine les communications prévues au présent article ;
- e) Sous réserve des dispositions de l'alinéa c), le Comité met ses bons offices à la disposition des États parties intéressés, afin de parvenir à une solution amiable de la question, fondée sur le respect des obligations prévues par la présente Convention. À cette fin, le Comité peut, s'il l'estime opportun, établir une commission de conciliation *ad hoc* ;
- f) Dans toute affaire qui lui est soumise en vertu du présent article, le Comité peut demander aux États parties intéressés, visés à l'alinéa b), de lui fournir tout renseignement pertinent ;
- g) Les États parties intéressés, visés à l'alinéa b), ont le droit de se faire représenter lors de l'examen de l'affaire par le Comité et de présenter des observations oralement ou par écrit, ou sous l'une et l'autre forme ;
- h) Le Comité doit présenter un rapport dans un délai de douze mois à compter du jour où il a reçu la notification visée à l'alinéa b) :
  - i) Si une solution a pu être trouvée conformément aux dispositions de l'alinéa e), le Comité se borne dans son rapport à un bref exposé des faits et de la solution intervenue ;
  - ii) Si une solution n'a pu être trouvée conformément aux dispositions de l'alinéa e), le Comité se borne, dans son rapport, à un bref exposé des

faits ; le texte des observations écrites et le procès-verbal des observations orales présentées par les États parties intéressés sont joints au rapport.

Pour chaque affaire, le rapport est communiqué aux États parties intéressés. »

**14. Il ressort clairement des dispositions contenues dans ces articles que la convention établit des procédures et des étapes successives et obligatoires qu'il convient de respecter — sans possibilité de les contourner —, lorsqu'il est reproché à un État partie de ne pas s'être acquitté de ses obligations, avant de recourir à l'article 30 de la convention.** L'ordre des articles de l'accord n'est pas dénué de logique, et établit au contraire un cadre cohérent et progressif en vue d'offrir un mécanisme global qui soit logique, contraignant et applicable. Il ne s'agit pas de simples articles individuels dissociés les uns des autres, dont la présence et l'ordre de mise en œuvre n'auraient aucune importance ni aucun caractère obligatoire. À cet égard, **il convient de relever que les demandeurs n'ont pas tenté de suivre ce mécanisme ni l'une quelconque des procédures prévues aux articles 17 à 21, et ont directement mis en œuvre l'article 30 de la convention**, ce qui constitue une violation procédurale de leur part et exclut en conséquence la compétence de la Cour et la recevabilité de leur requête.

15. Il va de soi que, si les États parties devaient traiter la question de l'inexécution des obligations découlant de la convention en recourant directement à l'article 30, sans suivre les procédures prévues aux articles 17 à 21, il n'y aurait eu aucune raison de faire figurer ces articles dans la convention, et on comprend mal l'intérêt ou l'utilité qu'il y aurait eu à les insérer avant l'article 30, comme des étapes procédurales préalables. La Cour doit donc noter que, en accordant la possibilité de les contourner, elle priverait ces articles de leur raison d'être et de leur effet utile.

**En conséquence, le « différend » visé à l'article 30 de la convention est celui qui peut se faire jour au sujet d'allégations de manquement d'un État aux obligations lui incombant, dans le contexte du mécanisme prévu aux articles 17 à 21. L'article 30 de la convention ne devient applicable qu'après mise en œuvre des procédures et dispositifs prévus dans ces articles, et dans l'hypothèse où un différend en découle.**

16. De plus, quand bien même la Cour ne conclurait pas dans le sens de ce qui précède, il y a lieu d'examiner le cas d'un État partie ayant formulé une réserve à l'article 20 de la convention conformément au paragraphe 1 de l'article 28, et qui ne déclare pas qu'il reconnaît la compétence du Comité pour « recevoir ... des communications dans lesquelles un État partie prétend qu'un autre État partie ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de la ... Convention » conformément à l'article 21. Dans ce cas particulier, les autres États parties à la convention sont tout simplement privés de la possibilité de recourir à l'article 30, et l'État partie en question se trouve dans la même situation juridique que les États ayant formulé une réserve à l'article 30.

Outre ce qui a été exposé aux paragraphes précédents de la présente lettre, si les États parties à la convention ne sont pas autorisés dès le départ, conformément aux mécanismes prévus par la convention, à soulever contre un État ayant formulé une réserve à l'article 20 et n'ayant pas soumis de déclaration en vertu de l'article 21 des allégations de violation de ses obligations à raison de l'existence de cas de torture, il est impossible de faire valoir l'existence d'un « différend », tel que prévu à l'article 30, à l'égard de cet État.

Ainsi, pour que l'article 30 trouve à s'appliquer, il est nécessaire, à titre préalable, que l'État concerné n'ait pas formulé de réserve à l'article 20 ou qu'il ait fait une déclaration en vertu de l'article 21.

17. À la lumière de ce qui précède, et compte tenu de la déclaration en date du 19 août 2004 selon laquelle, « [c]onformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 28 de la Convention, la République arabe syrienne ne reconnaît pas la compétence accordée au Comité contre la torture par l'article 20 », et du fait que celle-ci n'a pas soumis de déclaration à l'effet de « reconnaît[re] la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications dans lesquelles un État partie prétend qu'un autre État partie ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de la présente Convention », la Syrie estime que la Cour n'a pas compétence et que la requête conjointe du Canada et des Pays-Bas est irrecevable.

### **Les conditions procédurales préalables prévues à l'article 30**

Même si, aussi improbable que cela puisse être, la Cour conclut que les aspects juridiques et procéduraux mentionnés plus haut ne la privent pas de sa compétence pour connaître du « différend » allégué, les demandeurs n'ont pas satisfait aux conditions procédurales préalables énoncées à l'article 30.

### **L'existence d'un « différend »**

18. Dans un certain nombre d'affaires précédentes, la Cour a rappelé qu'un différend existe s'il y a « un désaccord sur un point de droit ou de fait, une contradiction, une opposition de thèses juridiques ou d'intérêts », et qu'« [i]l faut démontrer que la réclamation de l'une des parties se heurte à l'opposition manifeste de l'autre ».

19. La Cour estime en outre qu'il existe « un différend entre des États lorsque leurs points de vue quant à l'exécution ou à la non-exécution de certaines obligations internationales sont nettement opposés » et qu'elle « ne peut se borner à constater que l'une des Parties soutient qu'il existe un ... différend et que l'autre le nie ».

20. Les arguments présentés par les demandeurs n'ont manifestement pas prouvé l'existence de ces éléments, puisqu'il ressort de la correspondance et des deux réunions que les vues de la Syrie n'étaient pas opposées à celles des demandeurs, et que la première a tenté de comprendre les préoccupations et les positions des seconds et d'obtenir des précisions supplémentaires en vue d'en vérifier le bien-fondé et de prendre les mesures qui pourraient être nécessaires ou requises, ainsi que de parvenir à un accord avec eux.

21. S'agissant des déclarations et communiqués des demandeurs, ils revêtaient un caractère purement général, ne portaient pas spécifiquement sur l'« existence d'un différend » au regard de la convention contre la torture et ont été établis dans le contexte global de l'évolution de la situation en Syrie. De même, la correspondance échangée entre les Parties était de nature procédurale, et s'inscrivait dans le contexte d'échanges visant à clarifier les points soulevés par les demandeurs.

### **Les « négociations »**

22. Selon sa jurisprudence, la Cour doit s'assurer que, « à tout le moins, ... l'une des parties [a] vraiment [tenté] d'ouvrir le débat avec l'autre partie en vue de régler le différend », et « il n'est satisfait à la condition préalable de tenir des négociations que lorsque celles-ci ont échoué, sont devenues inutiles ou ont abouti à une impasse ».

23. La Cour a par ailleurs relevé que l'exigence que le différend « ne p[uisse] pas être réglé par voie de négociation » ne saurait être entendue comme une impossibilité théorique de parvenir à un règlement ; elle implique, ainsi que la Cour l'a indiqué au sujet d'une disposition au libellé similaire, qu'« il n[e soit] pas raisonnablement permis d'espérer que de nouvelles négociations puissent aboutir à un règlement ».

24. **La Syrie tient à rappeler que les notes verbales échangées entre les Parties ne traitaient pas du fond même de la question, et ajoute que l'ordre du jour de la première réunion tenue le 26 avril 2022 ne portait que sur des aspects procéduraux** et qu'il a été convenu, à cette occasion, de continuer de tenir des réunions tous les trois mois en évitant toute politisation. En conséquence, les deux Parties ont échangé des communications afin d'arrêter une date pour la seconde réunion, dont il a été décidé qu'elle aurait lieu les 5 et 6 octobre à Abou Dhabi.

25. C'est avec sérieux et bonne foi que la délégation syrienne a pris part à la réunion des 5 et 6 octobre 2022, au cours de laquelle elle a répondu à l'« exposé des faits » et à l'« exposé du droit » soumis par les demandeurs, et entrepris d'examiner des aspects pertinents relatifs au droit et au fond, comme cela ressort clairement du procès-verbal de cette réunion.

26. **Les demandeurs se sont refusés**, tant à la réunion tenue à Abou Dhabi que dans le cadre de la correspondance échangée, **à fournir les renseignements sollicités concernant les allégations qu'ils avaient formulées** dans l'« exposé des faits » et l'« exposé du droit », **et n'ont pas répondu aux demandes, questions et éléments juridiques et factuels soulevés par la délégation syrienne à cette réunion**, qui avait pour objet de clarifier comment accueillir les points qu'ils avaient avancés et, sur cette base, d'en assurer le suivi. Par la suite, les demandeurs, arguant d'un « échec des négociations », ont refusé de poursuivre les réunions et demandé que le différend soit immédiatement soumis à l'arbitrage. Cette attitude indique, là encore, qu'aucune tentative réelle et de bonne foi n'a été faite pour parvenir à un accord.

27. **La Syrie soutient que la tenue d'une seule réunion sur les questions de fond — les 5 et 6 octobre 2022 à Abou Dhabi — ne permettait pas aux demandeurs de parvenir unilatéralement à la conclusion théorique selon laquelle les « progrès accomplis n'étaient pas suffisants », les discussions se trouvaient dans une « impasse » et toute nouvelle réunion serait « inutile ».**

28. Dans la correspondance échangée après la réunion, la Syrie n'a cessé de réaffirmer qu'elle était disposée à avoir un dialogue sérieux et de bonne foi avec les demandeurs, conformément à la convention contre la torture<sup>2</sup>. Elle a de même indiqué, dans ces échanges, que, s'étant penchée sur le déroulement de la réunion et les vues que les délégations des demandeurs y avaient exprimées, elle souhaitait soulever des points supplémentaires aux fins de la discussion, formant l'espoir qu'une évolution des positions des Parties permettrait de parvenir à une solution lors des réunions suivantes.

29. **Les demandeurs n'ont pas accepté la proposition de la Syrie de tenir une nouvelle réunion à Abou Dhabi, ce qui a annihilé toute possibilité raisonnable de progrès qui aurait pu en découler. Cela révèle en outre que les demandeurs n'avaient aucune intention de tenter véritablement de parvenir à un règlement acceptable.**

---

<sup>2</sup> Notes verbales en date des 17 novembre 2022 et 1<sup>er</sup> février 2023 adressées aux demandeurs par la Syrie.

30. La Syrie a malgré tout, en gage de sa bonne volonté et de sa bonne foi, proposé à maintes reprises de tenir une réunion à Abou Dhabi à la première date qui conviendrait aux deux Parties. Elle a rappelé qu'elle souhaitait, à l'occasion de cette nouvelle réunion, soulever d'autres points méritant d'être examinés, afin que les Parties aient une nouvelle chance de réaliser les progrès nécessaires et de trouver une issue sérieuse (notes verbales en date des 27 octobre 2022, 16 novembre 2022, 1<sup>er</sup> février 2023 et 10 avril 2023). Les demandeurs n'ont toutefois tenu aucun compte de ces propositions, ce qui vient contredire les affirmations que contiennent leurs notes verbales conjointes concernant l'importance cruciale du facteur temporel. Si les deux États demandeurs avaient alors consenti à la proposition de la Syrie quant à la tenue de cette réunion, cela aurait permis d'éviter les pertes de temps injustifiées et offert une réelle possibilité d'accomplir des progrès et de parvenir à une solution sérieuse dans un délai raisonnable.

31. Pour ce qui est des « divergences de vues importantes » qui, selon les demandeurs, « existent entre les deux Parties », ainsi que ceux-ci l'affirment dans leurs notes verbales des 17 octobre 2022 et 24 mars 2023, le meilleur moyen d'y remédier consiste assurément à poursuivre sans attendre les réunions — compte tenu, en particulier, de l'existence de nouveaux éléments que l'autre Partie souhaite soulever —, ce que les demandeurs ont rejeté sans aucune justification raisonnable et en contradiction avec la lettre et l'esprit de la convention.

**32. Il ressort clairement de ce qui précède que, bien que la position des demandeurs n'ait pas évolué et que ceux-ci n'aient pas véritablement tenté d'engager des discussions sérieuses et de parvenir à un accord, la Syrie, en revanche, a évolué dans sa position et s'est employée avec diligence à rechercher une solution satisfaisante susceptible de rapprocher les points de vue, conformément à la convention contre la torture.**

33. Ainsi que cela est expliqué ci-dessus, les demandeurs n'aspirent, depuis le début, qu'à une seule chose, obtenir de la Syrie qu'elle reconnaisse au préalable, sans qu'ait eu lieu aucune discussion réelle ni aucun échange effectif d'informations, qu'elle a « manqué à plusieurs obligations consacrées par la convention », et que « ces manquements au droit international constituent des faits internationalement illicites à l'égard desquels sa responsabilité est engagée ». Ils souhaitent encore voir la Syrie admettre que « cette responsabilité entraîne pour [elle] des conséquences juridiques », à savoir « accepter pleinement sa responsabilité », « cesser ces violations », « fournir des assurances et garanties appropriées de non-répétition » et « accorder réparation intégrale aux victimes ». La demande de négociations présentée par les demandeurs est subordonnée à la soumission préalable, par la Syrie, d'une déclaration concernant l'ensemble de ces éléments et à l'exigence que les négociations portent exclusivement sur « les violations du droit international commises par la Syrie et les conséquences juridiques qui en découlent » (ainsi que l'indique la première note verbale adressée à la Syrie par les Pays-Bas le 18 septembre 2020).

**Depuis la première note verbale reçue des Pays-Bas et dans toutes les suivantes adressées par les demandeurs, ainsi que lors des deux réunions tenues à Abou Dhabi, les demandeurs ont insisté sur cette condition préalable, qui vide les négociations de leur substance en les privant de sens et d'objet, et qui contrevient et nuit au but et au principe des négociations prévues à l'article 30 de la convention.**

34. L'objet et le principe des « négociations » mentionnées à l'article 30 de la convention contre la torture consistent à régler les différends entre des « États parties concernant l'interprétation ou l'application de la ... Convention », et non à discuter, exclusivement et à titre de condition préalable, de la manière dont doivent être envisagées les « conséquences juridiques » du « manquement » prétendu de l'une des parties. En d'autres termes, les négociations doivent porter sur la validité de l'interprétation ou de l'application de la convention, ou, à tout le moins, partir de

ces questions, et non passer directement à la « responsabilité à l'égard des violations » et aux « conséquences juridiques », comme l'ont exigé les demandeurs comme préalable à toute discussion.

**35. Dans le présent contexte, il y a lieu pour la Cour de prendre en considération une telle situation, à savoir le fait que l'une des Parties a imposé des conditions préalables qui contreviennent et nuisent au but et au principe des négociations prévues par l'article 30 de la convention, et qui vident ces négociations de leur substance, de leur sens et de leur objet, d'un point de vue pratique autant que juridique.**

### **L'« arbitrage »**

36. Les multiples tentatives de la Syrie de tenir une nouvelle réunion ont toutes échoué, les demandeurs ayant persisté à affirmer de manière injustifiée que les deux Parties avaient atteint une « impasse » qui excluait toute possibilité de parvenir à un accord, et proposé, dans leur note verbale conjointe en date du 7 novembre 2022, de s'en remettre à l'arbitrage.

37. La Syrie souhaite préciser que cette demande d'arbitrage n'est pas conforme à l'esprit et à la lettre de l'article 30 de la convention. Outre les éléments exposés ci-dessus, la note verbale conjointe comportait une annexe intitulée « Éléments de base en vue de l'organisation de l'arbitrage ». La note verbale indiquait que, « [l]orsque les Parties au différend se mett[ai]ent d'accord pour négocier l'organisation de l'arbitrage sur le fondement de ces éléments, le Canada et les Pays-Bas présent[ai]ent une proposition détaillée à la République arabe syrienne ». En d'autres termes, les demandeurs ont fixé une condition préalable excluant toute possibilité de discuter de la question de l'arbitrage, puisqu'ils ont refusé d'emblée toute discussion sur cette question tant que la Syrie ne reconnaîtrait pas les éléments de base proposés pour l'arbitrage. Il convient de garder à l'esprit que ces éléments préjugent l'issue de l'arbitrage et leur reconnaissance préalable vide donc cette procédure de tout objet.

38. Compte tenu de ce qui précède, il est clair que les demandeurs ne se sont pas acquittés des obligations et conditions préalables d'ordre procédural prévues par l'article 30 de la convention contre la torture, et qu'ils avaient pour seule intention de laisser passer sans effet les étapes et échéances procédurales, ce qui est contraire à l'esprit et à la lettre de la convention, et, de surcroît, bafoue et dévoie les moyens et mécanismes de la justice internationale et en compromet la crédibilité.

### **Les mesures conservatoires**

39. Après que les demandeurs ont prié la Cour d'indiquer des mesures conservatoires, la date de la procédure orale a été fixée au 3 juillet 2023, puis reportée au 19 juillet, sans que la Syrie soit consultée ni sur la date ni sur les autres aspects procéduraux pertinents. Il est rappelé que l'un des principes fondamentaux énoncés par le Statut est le fait que la Cour ne peut trancher un différend sans le consentement des États en cause et sans que ceux-ci aient accepté sa compétence, ce qui, de toute évidence, englobe *a fortiori* une consultation sur les questions de procédure.

40. La jurisprudence de la Cour, selon les affaires pertinentes dont celle-ci a eu à connaître par le passé, est fondée, pour ce qui est de l'indication de mesures conservatoires, sur la nécessité de prouver qu'un certain nombre d'éléments sont réunis, à savoir qu'il y a « urgence, c'est-à-dire [qu]'il existe un risque réel et imminent qu'un préjudice irréparable soit causé aux droits en litige avant qu[']elle ne rende sa décision définitive », que les droits allégués dont la protection est recherchée sont « plausibles », et qu'un lien existe entre les droits à protéger et les mesures conservatoires sollicitées.

41. Pour ce qui est de la demande en indication de mesures conservatoires présentée par les demandeurs, rien ne permet de prouver, que ce soit en droit ou du point de vue des faits, que ces éléments sont réunis, et la Syrie souhaite apporter, à cet égard, les précisions suivantes.

42. Les documents que les demandeurs appellent l'« exposé des faits » et l'« exposé de droit » sont émaillés d'affirmations générales et vagues, et ne contiennent aucun cas ou fait précis susceptible, en pratique, d'être vérifié ou traité.

**43. Que ce soit dans leur correspondance écrite ou lors des deux réunions tenues à Abou Dhabi, les demandeurs n'ont fourni aucun cas concret ni aucune autre information permettant d'étayer les éléments avancés dans les « exposés » susmentionnés au sujet des violations alléguées de la convention contre la torture, et ce, en dépit des demandes répétées adressées par la Syrie à cet égard, telles qu'établies et attestées par la correspondance échangée entre les Parties et les comptes rendus des deux réunions.**

Ainsi, à la seconde réunion d'Abou Dhabi, la délégation syrienne a clairement invité les délégations des demandeurs à présenter les cas et renseignements précis dont elles disposaient afin qu'une suite puisse y être donnée et que la Syrie puisse procéder à l'examen et à l'appréciation de ces éléments, exprimer sa position et communiquer les informations en sa possession à cet égard, ce qui permettrait d'accomplir les progrès requis et de trouver une issue.

**Ces demandes n'ont toutefois reçu aucune réponse, hormis l'indication que les informations sollicitées seraient soumises à la Cour. Cela confirme que, indépendamment du caractère infondé des réclamations des demandeurs, il n'y a pas urgence, c'est-à-dire qu'il n'existe pas de risque réel et imminent auquel il doit être remédié immédiatement.**

44. Outre ce qui précède, tous les éléments contenus dans le soi-disant « exposé des faits » se rapportent à la période comprise entre 2011 et 2014, ce qui exclut là encore tout caractère d'urgence pour ce qui est des allégations formulées par les demandeurs et se heurte au principe selon lequel la condition d'urgence est remplie dès lors que « les actes susceptibles de causer un préjudice irréparable peuvent “intervenir à tout moment” ». Il convient, sur le même point, de mentionner l'article 9 de la convention contre la torture, qui prévoit que

« [l]es États parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions visées à l'article 4, y compris en ce qui concerne la communication de tous les éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure ».

Étant donné que les demandeurs n'ont pas appliqué cette disposition, l'élément relatif au préjudice irréparable est absent s'agissant des droits qu'ils allèguent.

**45. Les mesures conservatoires requises par les demandeurs pour protéger les « droits » qu'ils revendiquent ne présentent pas de caractère plausible, sont exagérées et reposent sur des hypothèses qui ne sont pas étayées par des éléments de preuve tangibles, selon les principes juridiques élémentaires applicables en matière de preuve, ainsi que la Syrie l'a exposé en détail à la réunion tenue à Abou Dhabi les 5 et 6 octobre 2022.**

**46. De plus, pour que les « droits » allégués par les demandeurs soient plausibles, ceux-ci doivent présenter des cas concrets entrant dans le champ de la convention qui puissent être examinés (ainsi qu'il est exposé ci-dessus) et il ne suffit pas de formuler des affirmations approximatives sur d'éventuels droits liés à des faits présumés pour lesquels aucune**

**description ni information précise n'a été fournie.** En d'autres termes, il convient, pour définir des droits, d'établir au préalable les faits qui s'y rapportent. À cet égard, les demandeurs justifient la nécessité que des mesures conservatoires soient indiquées en affirmant qu'il existe un « préjudice inexcusable et irréparable pour chaque victime de torture ».

Sur ce point, la Syrie a indiqué à la réunion tenue les 5 et 6 octobre 2022 à Abou Dhabi que, si les demandeurs avaient connaissance de cas précis et crédibles de torture n'ayant pas été portés à l'attention des autorités syriennes compétentes, elle était prête à les examiner et à prendre les dispositions requises au regard du droit syrien et conformément à la convention contre la torture. La Syrie a expliqué à cette occasion que, si les demandeurs disposaient d'informations fiables et précises sur de tels cas, une coopération pourrait être mise en place pour examiner les faits en question, procéder à des vérifications et prendre les mesures nécessaires. Les demandeurs n'ont toutefois présenté aucun cas de la sorte, ce qui confirme encore l'absence d'urgence quant à l'indication des mesures conservatoires sollicitées et de plausibilité des droits allégués dont la protection est demandée.

La Syrie réaffirme qu'elle est disposée à examiner et à traiter tout cas spécifique qui lui sera communiqué suivant des procédures régulières, conformément aux cadres juridiques et dans le respect de la convention contre la torture. La répétition de cette affirmation, replacée dans son juste contexte, devrait exclure elle aussi la nécessité que des mesures conservatoires soient indiquées.

47. Ainsi que cela a été mentionné, la Syrie a, à maintes reprises, proposé qu'une réunion se tienne à Abou Dhabi à la première date dont pourraient convenir les Parties, et ce, afin de bénéficier d'une occasion supplémentaire d'accomplir les progrès requis et de parvenir à un résultat digne d'intérêt, et indiqué qu'elle était disposée à examiner toute information portant sur des cas précis. **Les deux demandeurs n'ont cependant tenu aucun compte de ces propositions, ce qui est en contradiction avec les indications de leurs notes verbales conjointes concernant l'importance vitale du facteur temporel et le caractère d'urgence. S'ils avaient alors consenti à la proposition de la Syrie de tenir cette réunion, cela aurait permis d'éviter des pertes de temps inutiles et de traiter les cas urgents éventuels.** Il appartenait *a fortiori* aux demandeurs de présenter ces prétendus cas urgents dans les réunions et la correspondance, au lieu d'attendre, comme ils l'ont fait, pour en saisir la Cour.

48. Les mesures conservatoires ne doivent pas porter sur le fond ni préjuger l'objet même du différend, surtout dans les affaires sensibles, graves et complexes qui ne peuvent être tranchées rapidement et de manière superficielle. **Accorder les mesures conservatoires sollicitées par les demandeurs à ce stade reviendrait, de fait, pour la Cour à préjuger le fond de l'affaire et à rendre une décision définitive sans que soient respectées les règles fondamentales admises en matière de preuve et les procédures prévues par son Statut et son Règlement, ce qui priverait d'utilité et d'objet son examen ultérieur du fond de l'affaire.** Les questions soulevées doivent donc, en principe, être envisagées au stade de l'examen au fond conformément aux règles procédurales et juridiques applicables, et non à l'étape des mesures conservatoires, qui font l'objet d'un examen rapide et superficiel. Cela s'applique tout particulièrement aux mesures sollicitées aux alinéas *a)*, *b)*, *d)* et *e)* du paragraphe 33 de la demande en indication de mesures conservatoires.

49. Il importe, dans l'intérêt de la justice, que la Cour tienne compte de l'absence d'échange diplomatique entre la Syrie et les deux demandeurs et des prises de position hostiles de ces derniers à l'égard de la Syrie, dont il découle qu'ils sont mus, dans leur démarche, par des considérations politiques, comme la Syrie l'a bien compris et comme cela se déduit aisément de leurs déclarations la concernant, de la correspondance échangée et des deux réunions tenues à Abou Dhabi. **Il convient de relever, à cet égard, l'importance de ne pas dénier ni passer sous silence le principe des « mains propres » établi en droit international.** En conséquence, la Syrie prie la Cour de prendre cet élément en considération dans la présente affaire, qui, de par son caractère particulier, se distingue

des affaires précédentes dans lesquelles ledit principe a été invoqué devant la Cour. Il existe de nombreux incidents prouvant que les demandeurs ne sont pas impartiaux, et qu'ils soutiennent, de fait, des groupes armés en Syrie, en violation du droit international.

50. À cela s'ajoute le fait que le Gouvernement des Pays-Bas a approuvé une recommandation du Parlement néerlandais tendant à l'ouverture d'une enquête visant le premier ministre néerlandais Mark Rutte au sujet de la fourniture d'un « appui à une faction armée rebelle syrienne », et qu'une enquête a été ouverte sur l'appui fourni entre mai 2015 et avril 2018 par le Gouvernement néerlandais au groupe Front du Levant, qui s'est vu remettre pour plus de 25 millions d'euros de denrées alimentaires, de médicaments, de matériels de communication, de camions, de tentes et d'uniformes militaires.

**De nombreux rapports internationaux ont fait état de ce que les groupes armés présents en Syrie auxquels les Pays-Bas ont fourni un appui pratiquent la torture. La Syrie a soulevé cette question à la réunion d'Abou Dhabi des 5 et 6 octobre, soulignant, notamment, l'existence d'une instigation ou d'un consentement exprès ou tacite de la part d'agents de la fonction publique néerlandaise ou d'autres personnes agissant à titre officiel qui ont fourni un appui à ce groupe ou à d'autres, en particulier à l'égard des actes de torture commis par ce ou ces dernier(s), au sens de la définition de la torture contenue dans la convention.**

51. Conformément au paragraphe 1 de l'article 41 du Statut, la Cour a « le pouvoir d'indiquer, si elle estime que les circonstances l'exigent, quelles mesures conservatoires du droit de chacun doivent être prises à titre provisoire ». En d'autres termes, les mesures conservatoires ont pour objet de protéger les droits des deux parties, et non de protéger les droits d'une seule des parties, ni de protéger les droits d'une partie d'une manière qui porte atteinte aux droits de l'autre partie. **Ainsi, l'indication des mesures conservatoires sollicitées par les demandeurs, telles qu'elles ont été présentées, causerait à la Syrie un préjudice grave qui pourrait être irréparable et nuire à sa capacité de continuer à s'acquitter de ses obligations au titre de la convention contre la torture, compte tenu, en particulier, de la nature hautement politisée des difficultés que traverse la Syrie,** notamment du point de vue des questions se rapportant aux droits de l'homme et de l'exploitation de la situation en vue de ternir l'image de la Syrie, ainsi que de l'usage que certaines Parties pourraient abusivement chercher à faire de telles mesures conservatoires à des fins contraires au but pour lequel elles auraient été indiquées, et d'une manière qui porterait atteinte aux droits et intérêts que le droit international reconnaît à la Syrie.

52. Les demandeurs affirment en outre qu'il est justifié de recourir à des mesures conservatoires en cas de « circonstances instables et qui pourraient changer rapidement » et dès lors que des « tensions persistantes » existent et qu'« [a]ucun progrès réel n'a été accompli dans la mise en œuvre de la résolution 2254 ... du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies ». Il convient toutefois de préciser à cet égard que les territoires contrôlés par le Gouvernement syrien sont stables du point de vue sécuritaire et militaire. La situation dans ces zones a radicalement changé par rapport à celle qui prévalait à l'époque où existaient des activités terroristes, ce à quoi s'ajoute le climat positif et stable qu'ont permis d'instaurer les décrets d'amnistie générale ainsi que les initiatives locales de règlement et de réconciliation. Il n'y a en outre aucun lien d'ordre juridique, logique ou pratique entre la résolution 2254 et la mise en œuvre de la convention contre la torture.

**53. Au vu de ce qui précède, la Syrie, en tant qu'État partie à la convention contre la torture, prie respectueusement la Cour**

a) de déclarer qu'elle n'a pas compétence et que la requête est irrecevable, et de rayer de son rôle la présente affaire ;

- b) de rejeter la demande en indication de mesures conservatoires soumise par les demandeurs ;
- c) de ne pas indiquer de mesures conservatoires susceptibles de porter atteinte aux droits et intérêts que la Syrie tient du droit international et de la convention contre la torture.

**54. Si, par extraordinaire, la Cour conclut qu'elle a compétence et qu'il y a lieu pour elle d'indiquer des mesures conservatoires, les fondements juridiques et procéduraux retenus par elle pour parvenir à cette conclusion devront, de la même manière, être appliqués aux demandes que la Syrie, en tant qu'État partie à la convention contre la torture, prie respectueusement la Cour d'indiquer avant toute chose, et qui sont soumises ci-après :**

- d) Les demandeurs doivent s'abstenir de prendre des mesures susceptibles de porter atteinte aux intérêts et droits que la Syrie tient de la convention contre la torture, ou des mesures dirigées contre la Syrie et destinées à contraindre cette dernière à accepter à l'avance les allégations et demandes qu'ils formulent.
- e) Les demandeurs doivent s'abstenir d'utiliser la convention contre la torture comme un moyen d'atteindre des objectifs qui s'écartent nettement des objectifs humanitaires et des buts et principes sur la base desquels la convention a été établie, ou d'une manière politisée qui amène à douter de la bonne foi avec laquelle les dispositions de la convention ont été appliquées, ou encore d'une manière qui méconnaît les mécanismes, procédures et conditions prévus par la convention.
- f) Le Royaume des Pays-Bas doit fournir des précisions sur la question de l'instigation ou du consentement exprès ou tacite d'agents de la fonction publique néerlandaise et d'autres personnes agissant à titre officiel qui ont fourni un appui à des groupes armés en Syrie, à l'égard des actes de torture commis par ces derniers, au sens de la définition de la torture que donne la convention et à la lumière des obligations imposées aux parties à cet instrument (paragraphe 45 ci-dessus).
- g) Le Royaume des Pays-Bas et le Canada doivent immédiatement cesser de fournir un appui à ces groupes armés.
- h) Le Royaume des Pays-Bas doit s'abstenir de détruire et de rendre inaccessible tout élément de preuve se rapportant à cette question, et conserver les informations pertinentes.
- i) Le Royaume des Pays-Bas et le Canada doivent présenter à la Cour un rapport sur l'ensemble des mesures qu'ils auront prises concernant les points qui précèdent.

**55. La Syrie se réserve le droit de réviser, de compléter ou de modifier le contenu de la présente lettre ainsi que les moyens qui y sont invoqués.**

56. Pour plus de commodité sont annexées ci-après les notes verbales que la mission permanente de la République arabe syrienne auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève a adressées aux missions permanentes du Royaume des Pays-Bas et du Canada à Genève après la réunion tenue à Abou Dhabi le 26 avril 2022.

Le ministre plénipotentiaire et chargé d'affaire de  
l'ambassade de la République arabe syrienne  
(*Signé*) Ammar AL-ARSAN.

---



رسالة موجّهة من القائم بأعمال سفارة الجمهورية العربية السورية في بروكسل

إلى المحترم رئيس قلم محكمة العدل الدولية

بروكسل في 10 تشرين الأول 2023

1. إشارة إلى المراسلات التي تلقتها الجمهورية العربية السورية (سورية) بتاريخ 9 حزيران 2023 من محكمة العدل الدولية (the Court) المتضمّنة الطلب المشترك (الطلب the application) "لمباشرة إجراءات باسم كندا ومملكة هولندا (مقدّما الطلب applicants) ضد سورية، تتعلق "بزراع بموجب اتفاقية مناهضة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة" (اتفاقية مناهضة التعذيب)، وطلب الإشارة بتدابير مؤقتة (request for the indication of provisional measures)، والمودعين لدى قلم المحكمة (the Registry) بتاريخ 8 حزيران 2023؛ تود سورية الإشارة إلى ما يلي:

#### مقدّمة

2. تؤكّد سورية من جديد على احترامها للقانون الدولي والاتفاقيات الدوليّة متعدّدة الأطراف، بما في ذلك اتفاقية "مناهضة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة"، وتتعامل مع المسائل المتعلّقة بذلك بكل جدّية.
3. على هذا الأساس، تعاطت سورية بانفتاح وإيجابية مع المراسلات الخطية التي وردت إليها من مقدمي الطلب، وحاولت بكل حُسن نية وجدّية الوقوف على مشاغلها ووجهة نظرهما ومعالجة (address) ما تمّ طرحه من قبلهما سواء في المراسلات الخطية التي جرت بين الجانبين، أو خلال الاجتماعين الذين عقدا بالحضور الشخصي في مدينة أبو ظبي في الإمارات العربية المتحدة في 26 نيسان 2022 وفي 5 و6 تشرين

الأول 2022 بين وفد سورية، ووفدي كل من مقدمي الطلب (الاجتماعين)، وذلك بهدف الوصول إلى اتفاق معهما.

4. منذ المذكرة الأولى التي تلقتها سورية من مملكة هولندا، وفي كل المذكرات اللاحقة من مقدمي الطلب، وفي الاجتماعين، كان مقدّمًا الطلب يرفضان الدخول في أي نقاشات جديدة وحقيقية للوصول إلى اتفاق أو حتى التفاعل مع العروض والشروحات والاستفسارات التي قدّمتها سورية، رغم أنهما الطرف الذي بادر إلى إثارة مسائل تتعلق بتطبيق اتفاقية مناهضة التعذيب، وكاننا يصرّان على نقطة واحدة فقط وهي الحصول على إقرار مُسبق من سورية ودون أي نقاش حقيقي أو تبادل فعلي للمعلومات بأن سورية قد "انتهكت العديد من التزاماتها بموجب الاتفاقية" وأن "هذه الخروقات للقانون الدولي تشكّل أفعالاً غير مشروعة دولياً تتحمل سورية المسؤولية عنها" وعن "تبعاتها القانونية". ومن الواضح أنّ مثل هذا النهج القائم على شروط مُسبقة، كالتي قدمها مقدّما الطلب، يتناقض ويقوّض هدف ومفهوم المفاوضات المنصوص عليها في المادة 30 من الاتفاقية، ويجعل من هذه المفاوضات، من الناحية العملية والقانونية، فارغة من مضمونها وغير ذات معنى، ولا داعي لها.

5. وعليه، كان واضحاً أنّ مقدّما الطلب يهدفان فقط إلى تمرير الخطوات الإجرائية والوقت دون طائل، الأمر الذي يتعارض مع نص وروح اتفاقية مناهضة التعذيب، لا سيما الهدف والغرض الرئيسي من الاتفاقية وهو "زيادة فعالية النضال ضد التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية في جميع أنحاء العالم"، كما أنّ ذلك يُخلّ بسُبل وآليات العدالة الدولية ويُسيء استخدامها، ويعرّض مصداقيتها للخطر.

#### الاختصاص الأولي والمقبولية (Prima Facie Jurisdiction and Admissibility)

يستند مقدّمًا الطلب بإقامة اختصاص المحكمة على المادة 36 (1) من النظام الأساسي والمادة 30 (1) من الاتفاقية. وتحتاج المحكمة إلى التأكد أولاً من أن لها اختصاصاً أولياً. وفي هذا الصدد، تُشير سورية ما يلي:

6. بالنسبة للحقوق والالتزامات المترتبة على صكوك حقوق الإنسان بما في ذلك اتفاقية مناهضة التعذيب فإن الالتزامات التي جاء بها القانون الدولي تتلخص في واجب الدول في احترام حقوق الإنسان وحمايتها وإعمالها. والالتزامات الناشئة عن هذه الاتفاقيات هي التزامات فردية للدول ولا تنشئ نزاعاً بين الأطراف إن لم يتم إثبات وجود ضرر يلحق بطرف آخر ووجود علاقة سببية بين الفعل والضرر وفق قواعد المسؤولية

الدولية؛ أي أن هذه الالتزامات والحقوق في معاهدات حقوق الإنسان من حيث المبدأ غير ذات طبيعة تبادلية. ويستند هذا الاستنتاج لعدد من الاعتبارات القانونية:

7. لم تتردد بعض الاتفاقيات الدولية التي تعنى بحقوق الإنسان من تكريس نص يمنح الدول الأطراف الأخرى الحق في إثارة مسؤولية دولة طرف تخرق هذا الالتزامات الواردة في الاتفاقية، ومثال ذلك ما جاء في المادة 33 من الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان<sup>(1)</sup>. وعليه لو أن هذا النوع من الاتفاقيات كان يخلق التزامات متبادلة لما كان لإدراج مثل هذا النص في الاتفاقية أي ضرورة، فواضعو نص الاتفاقية الأوروبية كانوا يعلمون أن الاتفاقيات تخلق حقوقاً والتزامات في مواجهة طرف آخر إن تم الاعتداء على حقوق يتمتعون بها لا أكثر، لكن لا يخلق ذلك حقاً أصيلاً لكل الدول لأن تتصدى لأي خرق مفترض لأي التزام وارد في الاتفاقية، لذا وجب وضع نص يوضح هذا الحق الممنوح لكل الدول الأطراف.

8. بالعودة إلى اتفاقية فيينا لقانون المعاهدات لعام 1969 لا يوجد أي نص يؤيد خلق التزامات إضافية لتلقيها على عاتق أطراف اتفاقية دولية، بل أن هذه الاتفاقية كانت قد كرسّت مبدأً نسبياً أثر المعاهدات (المواد 31، 35، 36 من اتفاقية فيينا).

بناءً على ما سبق لا ينعقد اختصاص للمحكمة، كون مقدّمات الطلب لا يتمتعان بالحق في إثارة مزاعم حول مسؤولية سورية عن انتهاك الاتفاقية، كونهما لم يثبتا وجود ضرر يلحق بهما ووجود علاقة سببية بين الفعل والضرر وفق قواعد المسؤولية الدولية.

9. تنص المادة 30 (1) من اتفاقية مناهضة التعذيب على ما يلي:

"أى نزاع ينشأ بين دولتين أو أكثر من الدول فيما يتعلق بتفسير هذه الاتفاقية أو تنفيذها ولا يمكن تسويته عن طريق التفاوض، يطرح للتحكيم بناءً على طلب إحدى هذه الدول فإذا لم تتمكّن الأطراف في غضون ستة أشهر من تاريخ طلب التحكيم، من الموافقة على تنظيم التحكيم، يجوز لأي من تلك الأطراف أن يحيل النزاع إلى محكمة العدل الدولية بتقديم طلب وفقاً للنظام الأساسي لهذه المحكمة".

10. يزعم مقدّمات الطلب أنّ هناك "نزاعاً" قائماً بينهما وبين سورية فيما يتعلق بتفسير وتطبيق الاتفاقية، وأنهما قامتا "بمحاولة جدية من خلال المفاوضات لحل النزاع المتعلق بانتهاك سورية لاتفاقية مناهضة التعذيب"، وأن "المفاوضات بين الطرفين قد وصلت إلى طريق مسدود أو كانت عقيمة".

<sup>1</sup> "Any High Contracting Party may refer to the Court any alleged breach of the provisions of the Convention and the Protocols thereto by another High Contracting Party".

11. لقد أرست الاتفاقية آلية محددة الخطوات والتسلسل الإجرائي فيما يخص التعامل مع مسألة عدم وفاء الدول بالتزاماتها بموجب هذه الاتفاقية، وذلك وفقاً لما هو وارد في المواد من 17 وحتى 20 المتعلقة بإنشاء لجنة لمناهضة التعذيب وآليات عملها، والمادة 21 المتضمنة كيفية تقديم "بلاغات تفيد أن دولة طرفاً تدعي أن دولة طرف أخرى لا تفي بالتزاماتها بموجب هذه الاتفاقية".

12. تنص المادة 20 من الاتفاقية على ما يلي:

1. إذا تلقت اللجنة معلومات موثوق بها يبدو لها أنها تتضمن دلائل لها أساس قوي تشير إلى أن تعذيباً يمارس على نحو منظم في أراضي دولة طرف، تدعو اللجنة الدولة الطرف المعنية إلى التعاون في دراسة هذه المعلومات، وتحقيقاً لهذه الغاية إلى تقديم ملاحظات بصدد تلك المعلومات.

2. وللجنة بعد أن تأخذ في اعتبارها أية ملاحظات تكون قد قدمتها الدولة الطرف المعنية وأية معلومات ذات صلة متاحة لها، أن تعين، إذا قررت أن هنالك ما يبرر ذلك، عضواً أو أكثر من أعضائها لإجراء تحقيق سرّي وتقديم تقرير بهذا الشأن إلى اللجنة بصورة مستعجلة.

3. وفي حالة إجراء تحقيق بمقتضى الفقرة 2 من هذه المادة، تلتزم اللجنة تعاون الدولة الطرف المعنية. وقد يشمل التحقيق، بالاتفاق مع الدولة الطرف، القيام بزيارة أراضي الدولة المعنية.

4. وعلى اللجنة، بعد فحص النتائج التي يتوصل إليها عضوها أو أعضاؤها وفقاً للفقرة 2 من هذه المادة أن تحيل إلى الدولة الطرف المعنية هذه النتائج مع أي تعليقات واقتراحات قد تبدو ملائمة بسبب الوضع القائم.

5. تكون جميع إجراءات اللجنة المشار إليها في الفقرات 1 إلى 4 من هذه المادة سرّية، وفي جميع مراحل الإجراءات يلتزم تعاون الدولة الطرف. ويجوز للجنة وبعد استكمال هذه الإجراءات المتعلقة بأي تحقيق يتم وفقاً للفقرة 2، أن تقرر بعد إجراء مشاورات مع الدولة الطرف المعنية إدراج بيان موجز بنتائج الإجراءات في تقريرها السنوي المعد وفقاً للمادة 24.

13. تنص المادة 21 (1) من الاتفاقية على ما يلي:

1. لأية دولة طرف في هذه الاتفاقية أن تعلن، في أي وقت، بموجب هذه المادة، أنها تعترف باختصاص اللجنة في أن تتسلم بلاغات تفيد أن دولة طرفاً تدعي أن دولة طرف أخرى لا تفي بالتزاماتها بموجب هذه الاتفاقية في أن تنظر في تلك البلاغات. ولا يجوز تسلم البلاغات والنظر فيها وفقاً للإجراءات المبينة في هذه المادة، إلا في حالة تقديمها من دولة طرف أعلنت اعترافها باختصاص اللجنة فيما يتعلق بها

نفسها. ولا يجوز للجنة أن تتناول، بموجب هذه المادة، أي بلاغ إذا كان يتعلق بدولة طرف لم تقم بإصدار مثل هذا الإعلان. ويتم تناول البلاغات الواردة بموجب هذه المادة، وفقاً للإجراءات التالية:

(أ) يجوز لأي دولة طرف، إذا رأت أن دولة طرفاً أخرى لا تقوم بتنفيذ أحكام الاتفاقية الحالية، أن تلتفت نظر تلك الدولة الطرف لهذا الأمر برسالة خطية وعلى الدولة الطرف التي تتسلم الرسالة أن تقدم إلى الدولة الطرف التي بعثت إليها بها في غضون ثلاثة أشهر من تاريخ تسلمها الرسالة، تفسيراً أو أي بيان خطي يوضح فيه الأمر ويتضمن، بقدر ما هو ممكن وملائم، إشارة إلى الإجراءات ووسائل الانتصاف المحلية التي اتخذت أو ينتظر اتخاذها أو التي تتوفر بالنسبة لهذا الأمر،

(ب) في حالة عدم تسوية الأمر بما يرضى كلاً من الدولتين الطرفين المعنيتين في غضون ستة أشهر من تاريخ ورود الرسالة الأولى إلى الدولة المتسلمة يحق لأي من الدولتين أن تحيل الأمر إلى اللجنة بواسطة إخطار توجهه إلى اللجنة وإلى الدولة الأخرى،

(ج) لا تتناول اللجنة أي مسألة تحال إليها بمقتضى هذه المادة إلا بعد أن تتأكد من أنه تم الالتجاء إلى جميع وسائل الانتصاف المحلية المتوفرة بالنسبة لهذا الأمر واستنفادها، وفقاً لمبادئ القانون الدولي المعترف بها عموماً، ولا تسري هذه القاعدة في حالة إطالة مدة تطبيق وسائل الانتصاف بصورة غير معقولة أو في حالة عدم احتمال إنصاف الشخص الذي وقع ضحية لانتهاك هذه الاتفاقية على نحو فعال،

(د) تعقد اللجنة اجتماعات مغلقة عند قيامها بدراسة البلاغات المقدمة لها بموجب هذه المادة، (هـ) مع مراعاة أحكام الفقرة الفرعية (ج)، تتيح اللجنة مساعيها الحميدة للدول الأطراف المعنية بهدف التوصل إلى حل ودي للمسألة على أساس احترام الالتزامات المنصوص عليها في هذه الاتفاقية. وتحقيقاً لهذا الغرض، يجوز للجنة أن تنشئ، عند الاقتضاء، لجنة مخصصة للتوفيق،

(و) يجوز للجنة أن تطلب إلى الدول الأطراف المعنية، المشار إليها في الفقرة الفرعية (ب) أن تزودها بأية معلومات ذات صلة في أية مسألة محالة إليها بمقتضى هذه المادة،

(ز) يحق للدول الأطراف المعنية، المشار إليها في الفقرة الفرعية (ب)، أن تكون ممثلة أثناء نظر اللجنة في المسألة وأن تقدم مذكرات شفوية أو كتابية أو كليهما،

(ح) تقدم اللجنة تقريراً، خلال اثني عشر شهراً من تاريخ استلام الإخطار المنصوص عليه في الفقرة الفرعية (ب)،

"1" في حالة التوصل إلى حل في إطار أحكام واردة في الفقرة الفرعية (هـ)، تقصر اللجنة تقريرها على بيان موجز بالوقائع والحل الذي تم التوصل إليه.

"2" في حالة عدم التوصل إلى حل في إطار أحكام الفقرة الفرعية (ج)، تقصر اللجنة تقريرها على بيان موجز بالوقائع على أن ترفق به المذكرات الخطية ومحضراً بالمذكرات الشفوية التي أعدتها الدول الأطراف المعنية. ويبلغ التقرير في كل مسألة إلى الدول الأطراف المعنية.

14. بناء على مضمون هذه المواد، من الواضح أن الاتفاقية قد وضعت إجراءات وخطوات متسلسلة والزامية لا بد من اتباعها، دون خيار تجاوزها، في حال وجود مزاعم بعدم وفاء إحدى الدول الأطراف بالتزاماتها، وذلك قبل اللجوء إلى المادة 30 من الاتفاقية؛ فتسلسل مواد الاتفاقية ليس عبثياً بل هو سياق متصل ومتدرج ليشكل كلاً منطقياً ملزماً وقابلاً للتنفيذ، وليس مجرد مواد منفردة لا أهمية أو إلزامية لتسلسل تطبيقها. وهنا نلاحظ أن مقدّم الطلب لم يحاول السير وفق هذه الآلية أو أي من الإجراءات المنصوص عليها في المواد من 17 إلى 21، وانتقلا مباشرة إلى المادة 30 من الاتفاقية، الأمر الذي يشكل مخالفة إجرائية من قبل مقدمي الطلب وينفي بالنتيجة اختصاص المحكمة ومقبولية طلبهما.

15. من البديهي بأنه إذا كانت الدول الأطراف ستعالج مسألة عدم الوفاء بالتزامات المنصوص عليها في الاتفاقية من خلال اللجوء مباشرة إلى المادة 30 دون اتباع الإجراءات المنصوص عليها في المواد من 17 إلى 21 من الاتفاقية، فما كان من داعٍ لإدراج هذه المواد أصلاً، ولما كان لها أي معنى، ولما أدرجت في الاتفاقية كمواد سابقة في الترتيب الإجرائي للمادة 30؛ وبذلك لا بدّ وأن تلحظ المحكمة أن إتاحة إمكانية تجاوز هذه المواد ينفي علّة وجودها أو فعاليتها.

وعليه، فإنّ "النزاع" المشار إليه في المادة 30 من الاتفاقية، هو النزاع الذي يُمكن أن ينشأ فيما يخصّ المزاعم المتعلقة بعدم وفاء دولة ما بالتزاماتها وفق الآلية المنصوص عليها في المواد من 17 إلى 21، وبالتالي فإنّ المادة 30 تنطبق فقط بعد استيفاء الآليات والإجراءات المنصوص عليها في هذه المواد، وفي حال وجود نزاع متولد عن ذلك.

16. من جهة أخرى، حتى لو ارتأت المحكمة خلاف المذكور آنفاً، فمن الضروري أن تنظر في مسألة أنّ تحفظ دولة ما على المادة 20 من الاتفاقية وفقاً للمادة 28 (1)، وعدم إعلانها الاعتراف باختصاص اللجنة في أن تتسلم بلاغات تفيد أن دولة طرفاً تدعي أن دولة طرف أخرى لا تفي بالتزاماتها بموجب هذه الاتفاقية" وفقاً لما جاء في المادة 21، لا يتيح للدول الأخرى الأطراف في الاتفاقية أصلاً إمكانية

اللجوء إلى المادة 30، ويعطي هذه الدولة نفس المركز القانوني الذي تتمتع به الدول المتحفظة على المادة 30.

إضافةً إلى ما سبق ذكره في الفقرات السابقة من هذه الرسالة، فإذا كانت الدول الأطراف في الاتفاقية غير مخولة أصلاً وفق الآليات المنصوص عليها في الاتفاقية المرتبطة بمزاعم عدم وفاء الدول الأطراف بالتزاماتها فيما يتعلق بوجود حالات تعذيب، بإثارة ذلك بالنسبة للدول المتحفظة على المادة 20 والتي لم تقدّم إعلاناً بموجب المادة 21؛ فلن يكون هناك إمكانية أصلاً لنشوء "النزاع" المنصوص عليه في المادة 30.

وبالتالي فإنّ عدم التحفظ على المادة 20 و/أو تقديم إعلان بموجب المادة 21 هو شرط مُسبق لإمكانية انطباق المادة 30.

17. بناء على ما سبق، وكون سورية قد أعلنت عندما انضمت إلى الاتفاقية في 19 آب 2004، بأنه: "وفقاً للمادة 28 الفقرة 1 من الاتفاقية، لا تعترف سورية باختصاص لجنة مناهضة التعذيب المنصوص عليها في المادة 20"، كما أنّ سورية لم تعلن "أنها تعترف باختصاص اللجنة في أن تتسلم بلاغات تفيد أن دولة طرفاً تدعي أن دولة طرف أخرى لا تفي بالتزاماتها بموجب هذه الاتفاقية"؛ فإنها ترى أنه لا يوجد اختصاص للمحكمة وأنّ الطلب المشترك الهولندي الكندي يجب ألا يحظى بالمقبولية.

#### الشروط الإجرائية المسبقة التي نصت عليها المادة 30

حتى لو رأت المحكمة، رغم صعوبة ذلك، أن ما سبق ذكره آنفاً من جوانب قانونية وإجرائية لا يجعلها تفتقر للاختصاص للنظر في "النزاع" المزعوم، فإنّ مقدّم الطلب لم يستوفيا الشروط الاجرائية المسبقة المنصوص عليها في المادة 30.

#### وجود "نزاع"

18. في عدد من أحكامها السابقة قضت المحكمة بأن النزاع يكون موجوداً عند "وجود خلاف حول نقطة قانونية أو واقعية، أو تضارب في الآراء القانونية أو المصالح القانونية، أو المعارضة الإيجابية من قبل أحد الأطراف (positive opposition) لادعاء الطرف الآخر.

19. تعتبر المحكمة أيضاً بأنّ هناك "نزاعاً" بين الأطراف "عندما يتمسكون بوضوح بأراء متعارضة فيما يتعلق بأداء أو عدم أداء التزامات دولية معينة"، وأنه "لا يمكن للمحكمة أن تقتصر على ملاحظة أن أحد الطرفين يؤكد وجود نزاع، في حين يقوم الطرف الآخر بنفيه".

20. من الواضح أن الحجج التي جاء بها مقدّما الطلب قد فشلت في اثبات وجود هذه العناصر، حيث تُظهر المراسلات والاجتماعين أن سورية لم تتمسك بأراء متعارضة معهما وكانت تحاول الوقوف على المشاغل التي أثارها مقدّما الطلب، وفهم وجهة نظرهما، والحصول على المزيد من المعلومات بشأنها بهدف التحقق منها ومعالجتها إن كان ذلك لازماً، والوصول إلى اتفاق معهما.

21. أما بالنسبة للبيانات والتصريحات الصادرة عن مقدمي الطلب، فقد كانت عامّة ولا تتعلق باتفاقية مناهضة التعذيب بالتحديد، وجاءت في سياق الإطار العام المتعلق بتطورات الوضع في سورية؛ كما أنّ المراسلات التي جرت بين الطرفين كانت ذات طبيعة إجرائية، وفي سياق محاولة فهم الجوانب التي يُثيرها مقدّما الطلب.

وعليه، فإن سورية ليست في حالة "نزاع" مع مقدّمي الطلب حول اتفاقية مناهضة التعذيب، وهي لم تعبر عن ذلك أو تتصرف على هذا النحو، صراحة أو ضمناً، لا في المراسلات ولا في الاجتماعين مع مقدّمي الطلب.

### "المفاوضات"

22. وفقاً لفقه المحكمة يجب على المحكمة أن تتحقّق ما إذا كانت هناك "على الأقل محاولة حقيقية من جانب أحد الأطراف المتنازعة للدخول في مناقشات مع الطرف المتنازع الآخر، بهدف حل النزاع"، وأنه "لا يُستوفى الشرط المسبق للتفاوض إلا عندما يكون هناك فشل في المفاوضات، أو عندما تصبح المفاوضات عقيمة أو تصل إلى طريق مسدود".

23. كما أشارت المحكمة إلى أنه لا يمكن فهم الشرط القائل بأن النزاع "لا يمكن تسويته من خلال التفاوض على أنه يشير إلى استحالة التوصل إلى تسوية من الناحية النظرية". بل يعني أنه "لا يوجد احتمال معقول بأن تؤدي المفاوضات الإضافية إلى تسوية...".

24. تشير سورية إلى حقيقة أن المذكرات المتبادلة بين الأطراف لم تتناول فعلياً جوهر الموضوع، في حين كان الاجتماع الأول الذي عقد بتاريخ 26 نيسان 2022 مخصصاً للاتفاق على النواحي الإجرائية فقط، وتمّ الاتفاق على مواصلة الاجتماعات دون أي تسييس كل 3 أشهر. وبناء على ذلك جرت مراسلات بين الطرفين لتحديد موعد الاجتماع الثاني، وتمّ الاتفاق على عقده في 5 و6 تشرين الأول في أبوظبي.

25. انخرط وفد سورية بجديّة وحُسن نيّة في الاجتماع الذي عُقد في 5 و6 تشرين الأول 2022، حيث تناول "بيان الوقائع" و"بيان القانون" المقدمين من مقدمي الطلب، وانخرط في نقاش الجوانب القانونية والموضوعية ذات الصلة، حسب ما هو ظاهر بوضوح في المحضر الحرفي لهذا الاجتماع.
26. رفض مقدما الطلب، سواء في الاجتماع الذي عقد في أبوظبي أو في المراسلات المتبادلة تقديم المعلومات المطلوبة حول الادعاءات التي تم طرحها من قبلهما في "بيان الوقائع" و"بيان القانون"، ولم يجيبا على الاستفسارات والأسئلة والنقاط القانونية والموضوعية التي طرحت من قبل وفد سورية في هذا الاجتماع، والتي كان الهدف منها هو تكوين فهم أفضل لكيفية تناول ما طرحه كل من هولندا وكندا، والمتابعة على أساس ذلك. وبعد هذا الاجتماع رفض مقدّما الطلب متابعة الاجتماعات تحت ذريعة "فشل المفاوضات"، وطلبنا مباشرة اللجوء إلى التحكيم بعد هذا الاجتماع؛ وهو الأمر الذي يعكس من جديد عدم وجود أي محاولة حقيقية أو حسن نية في الوصول إلى أي اتفاق.
27. تؤكد سورية أنّ عقد اجتماع مضموني واحد فقط في 5 و6 تشرين الأول 2022 في أبوظبي، غير كافٍ للخروج باستنتاج نظري من جانب واحد من قبل مقدّمي الطلب بأنه لم يتم "احراز تقدّم كافٍ" وأنه قد تم الوصول إلى "طريق مسدود" وأن متابعة الاجتماعات "غير مجدية".
28. خلال المراسلات اللاحقة للاجتماع، أكّدت سورية باستمرار بأنها مستعدة للانخراط بجديّة وحُسن نيّة مع مقدمي الطلب استناداً إلى اتفاقية مناهضة التعذيب<sup>(2)</sup>، حيث أوضحت في هذه المراسلات بأنّها قد قامت بتقييم مجريات الاجتماع ووجهات النظر التي تم التعبير عنها من قبل وفدي كل من مقدمي الطلب في الاجتماع، وأن لديها المزيد من النقاط لطرحها ومناقشتها، أملاً في تحقيق تطور في مواقف الأطراف خلال الاجتماعات المقبلة، وتحقيق النتيجة المطلوبة.
29. لم يقبل مقدّما الطلب اقتراح سورية بعقد اجتماع جديد في أبوظبي، الأمر الذي قطع الطريق على ما كان هذا الاجتماع يُمكن أن يوفره من احتمال معقول لتحقيق تقدّم، كما أنّ ذلك يُظهر عدم اهتمام مقدّمي الطلب ببذل أي محاولة حقيقية في هذا الإطار للوصول إلى تسوية مقبولة بين الطرفين.
30. رغم كل ذلك وتعبيراً عن حُسن نيتها وجديتها، قدّمت سورية بشكل متكرر اقتراحاً بعقد اجتماع في أبوظبي في أقرب وقت ممكن باتفاق الطرفين، وأكّدت أنّ لديها المزيد من النقاط لطرحها ومناقشتها في هذا الاجتماع، وذلك لإعطاء فرصة إضافية لتحقيق التقدم المطلوب والوصول إلى نتيجة مجدية (المذكرات المؤرخة 2022\10\27 و 2022\11\16 و 2023\2\1 و 2023\4\10) ولكن تجاهل مقدّما الطلب هذه

<sup>2</sup> مذكرات سورية الموجهة لمقدّمي الطلب بتاريخ 27 تشرين الأول 2022 و 17 تشرين الثاني 2022 و 1 شباط 2023.

الاقتراحات بشكل كامل، الأمر الذي لا يتسق مع ما أشارنا إليه في مذكراتهما المشتركة بشأن الأهمية البالغة لعامل الوقت؛ ولو وافق مقدّما الطلب في حينه على مقترح سورية بعقد هذا الاجتماع، لما تمّ هدر الوقت بدون مبرر، ولشكّل ذلك فرصة معقولة لتحقيق تقدّم والوصول إلى نتيجة مجدية خلال فترة زمنية معقولة.

31. إذا كان مقدّما الطلب يزعم أن هناك "فوارق شاسعة بين الطرفين" كما جاء في مذكرتهما المؤرخة 17 تشرين الأول 2022 والمذكرة المؤرخة 24 آذار 2023، فمن الواضح أن معالجة ذلك تتمّ بالدرجة الأولى من خلال مواصلة الاجتماعات دون إضاعة أي وقت، خاصة مع وجود عناصر جديدة لدى الطرف الأخر، وهو ما رفضه مقدّما الطلب بدون أي مبرر معقول، وبما لا يتسق مع نص وروح الاتفاقية.

32. من الواضح مما سبق أنه رغم عدم التطور في موقف مقدّمي الطلب وعدم قيامهما بأي محاولة حقيقية للتفاعل الجدي والوصول إلى اتفاق، كان هناك تطور في موقف سورية، وسعت بجدّ إلى تقريب وجهات النظر والوصول إلى نتيجة مرضية بما يتسق مع اتفاقية مناهضة التعذيب.

33. كما هو موضّح آنفاً، منذ البداية كان مقدّما الطلب يصرّان فقط على نقطة واحدة وهي الحصول على إقرار مسبق من سورية ودون أي نقاش حقيقي أو تبادل فعلي للمعلومات أن سورية قد "انتهكت العديد من التزاماتها بموجب الاتفاقية" وأن "هذه الخروقات تشكل أفعالاً غير مشروعة دولياً تتحمل سورية المسؤولية عنها"، وأن "وهذه المسؤولية تؤدي إلى تبعات قانونية على سورية في القبول الكامل بمسؤوليتها عن هذه الأعمال غير المشروعة دولياً"، و"وقف هذه الأفعال" و"تقديم تأكيدات و ضمانات بعدم تكرارها" و"تقديم تعويض كامل للضحايا". وطلب مقدّما الطلب الدخول في مفاوضات بشرط تقديم سورية لهذا الإقرار المسبق وحصره حول "تلك الخروقات للقانون الدولي التي ارتكبتها سورية والتبعات القانونية التي تترتب عليها" (كما جاء في المذكرة الأولى الموجهة من هولندا إلى سورية بتاريخ 18 أيلول 2020).

منذ المذكرة الأولى التي تلقتها سورية من مملكة هولندا، وفي كل المذكرات اللاحقة من مقدّمي الطلب، وفي الاجتماعين الذين عقدا في أبوظبي، أصر مقدّما الطلب على هذا الشرط المسبق الذي يفرغ أي مفاوضات من مضمونها ويجعلها غير ذات معنى، وبلا داعي، والذي يتناقض ويقوّض هدف ومفهوم التفاوض المنصوص عليه في المادة 30 من الاتفاقية.

34. إنّ هدف ومفهوم "التفاوض" حسب المادة 30 من اتفاقية مناهضة التعذيب هو التفاوض للوصول إلى تسوية لأي "نزاع ينشأ بين دولتين أو أكثر من الدول فيما يتعلق بتفسير أو تطبيق هذه الاتفاقية"، وليس التفاوض، حصراً وكشرط مسبق، حول طريقة معالجة التبعات القانونية المترتبة على "عدم التطبيق"

المزعوم من قبل طرف واحد، أي أن التفاوض يجب أن يجري حول حيثيات التفسير أو التطبيق، أو على الأقل أن يبدأ بهما، وليس أن يتم القفز إلى التفاوض مباشرة حول المسؤولية عن "الانتهاكات" و"التبعات القانونية" كما يطلب مقدما الطلب وأن يكون ذلك شرطاً مسبقاً لأي مفاوضات.

35. في هذا السياق، من الضروري أن تنظر المحكمة في مثل هذه الحالة التي تنطوي على شروط مسبقة من أحد الأطراف تتناقض وتقوض هدف ومفهوم المفاوضات المنصوص عليها في المادة 30 من الاتفاقية، وتجعل من هذه المفاوضات، من الناحية العملية والقانونية، فارغة من مضمونها وغير ذات معنى.

### "التحكيم"

36. فشلت كل محاولات سورية المتكررة لعقد اجتماع جديد، حيث أصرّ مقدّما الطلب على موقفهما غير المبرر بأنّ الطرفين قد وصلا إلى "طريق مسدود"، الأمر الذي عرقل إمكانية الوصول إلى اتفاق، وطلبا اللجوء إلى التحكيم في المذكرة المشتركة المؤرخة 7 تشرين الثاني 2022.

37. تؤدّ سورية التوضيح بأنّ هذا الطلب باللجوء إلى التحكيم لا يتسق مع روح ونص المادة 30 من الاتفاقية، فإضافة إلى ما تم إيضاحه آنفاً، تضمّنت هذه المذكرة المشتركة مرفقاً تحت عنوان "عناصر أساسية تشكل الأساس الذي يُمكن استناداً إليها تنظيم هيئة التحكيم"، وأشارت المذكرة إلى أنه: "وإذا أو عندما يتم التوصل إلى اتفاق بين طرفي النزاع على التفاوض بشأن تنظيم التحكيم على أساس هذه العناصر، ستقدّم هولندا وكندا اقتراحاً مفصلاً إلى سورية". أي أنّ مقدّما الطلب وضعوا شرطاً مسبقاً يعيق أي إمكانية لمناقشة مسألة التحكيم، حيث رفضتا بشكل مُسبق أي نقاش حول التحكيم قبل إقرار سورية بهذه العناصر كأساس للتحكيم، مع العلم أنّ هذه العناصر تعطي حكماً مسبقاً لنتائج التحكيم ويجعل الإقرار بها من التحكيم غير لازم أصلاً.

38. بناء على كل ما سبق، من الواضح أن مقدمي الطلب لم يستوفوا المتطلبات والشروط الإجرائية المنصوص عليها في المادة 30 من اتفاقية مناهضة التعذيب، وأنّهما كانا يهدفان فقط إلى تمرير الخطوات الإجرائية والوقت دون طائل، الأمر الذي يتعارض مع نص وروح اتفاقية مناهضة التعذيب، ويُخل بسبل وآليات العدالة الدولية ويُسيئ استخدامها، ممّا يعرّض مصداقيتها للخطر.

### التدابير المؤقتة

39. طلب مقدّمًا الطلب من المحكمة الإشارة بتدابير مؤقتة، وتمّ تحديد موعد بدء الإجراءات الشفوية أمام المحكمة بتاريخ 3 تموز 2023، ثم تمّ تأجيل ذلك إلى 19 تموز، وذلك دون التشاور مع سورية حول هذا الموعد وباقي النواحي الإجرائية ذات الصلة، علماً أنّ أحد المبادئ الأساسية لنظامها الأساسي هو أنها لا تستطيع أن تبت في نزاع دون موافقة الدول المعنية وقبولها باختصاص المحكمة، وهذا بالطبع يشمل من باب أولى التشاور معها حول الأمور الإجرائية ذات الصلة.

40. يستند فقه المحكمة وفقاً للحالات السابقة ذات الصلة عند الإشارة بتدابير مؤقتة إلى ضرورة إثبات توفّر عدد من العناصر وبالتحديد وجود "إلحاح بمعنى وجود خطر وشيك وحقيقي يُمكن أن يؤدي إلى ضرر لا يمكن جبره في حقوق الأطراف قبل اتخاذ المحكمة لقرارها النهائي"، وأنّ الحقوق المزعومة المطلوب حمايتها "معقولة" (plausible)، وأنّ هناك رابط بين هذه الحقوق والتدابير المؤقتة المطلوب الإشارة بها.

41. بالرجوع إلى طلب الإشارة بتدابير مؤقتة الذي تقدّم به مقدّمًا الطلب، لا يُمكن إيجاد أي إثبات في القانون أو في الوقائع لتوفّر هذه العناصر، وفي هذا الصدد يُمكن الإشارة إلى ما يلي:

42. اتّسم ما يسمى "بيان الوقائع" و"بيان القانون"، بالحديث العام الفضفاض دون أي حالات أو وقائع محددة قابلة للتحقق أو للتعامل معها أصلاً بشكل عملي.

43. لم يقدّم مقدّمًا الطلب سواء من خلال المراسلات الخطية أو خلال الاجتماعين في أبو ظبي، أي حالات محددة أو أي معلومات إضافية عمّا قدمه في البيانين المشار إليهما أعلاه، حول مزاعم وجود انتهاكات لاتفاقية مناهضة التعذيب، رغم المطالبات المتكررة لهما بذلك من قبل سورية، كما هو موثق في المراسلات الخطية بين الجانبين وفي المحضر الحرفي للاجتماعين. وعلى سبيل المثال، كان هناك طلب واضح من الوفد السوري لوفدي مقدّم الطلب في اجتماع أبو ظبي الثاني بضرورة تقديم الحالات والتفاصيل التي لديهما ليتم تناولها، وحتى تتمكن سورية من دراستها وتقييمها وإعطاء رأيها فيها وتقديم المعطيات التي لديها بصدها، مما يُمكن من تحقيق التقدم المطلوب والوصول إلى نتيجة.

ولكن لم تتمّ الاستجابة لمثل هذه الطلبات وكان الجواب بأن هذه المعلومات ستقدّم إلى "المحكمة"؛ مما يؤكّد، بغض النظر عن صحة ادعاءات مقدّم الطلب، أنّه لا يوجد أي إلحاح أو خطرو شيك وحقيقي يحتاج إلى معالجة فورية.

44. إضافة لما سبق، كل مضمون ما يسمى "بيان الوقائع" يتمحور حول الحديث عن فترة زمنية تتراوح بين 2011 و2014، مما ينفي أيضاً صفة الإلحاح (urgency) عن المزاعم التي يدعيها مقدّمًا الطلب، ولا يتسق مع القول بأن شروط حالة الإلحاح تتحقق "في حال كانت الأفعال، التي يمكن أن تسبب ضرراً لا

يمكن إصلاحه، من الممكن وقوعها في أي لحظة". وهنا لا بدّ من الإشارة إلى المادة (٩) من اتفاقية مناهضة التعذيب لكونها تشير إلى أنه على كل دولة طرف أن تقدم إلى الدول الأطراف الأخرى أكبر قدر من المساعدة فيما يتعلق بالإجراءات الجنائية المتخذة بشأن أي من الجرائم المشار إليها في المادة 4، بما في ذلك توفير جميع الأدلة الموجودة في حوزتها واللازمة للإجراءات". وأيضاً لم يطبق مقدماً الطلب هذه المادة ممّا ينزع عنصر الضرر الذي لا يمكن جبره عن الحقوق المزعومة.

45. إن التدابير المؤقتة التي يطلبها مقدّماً الطلب لحماية "حقوقهما" المزعومة، غير معقولة وفيها مبالغة وقائمة على افتراضات غير مسندة بأدلة حقيقية حسب الأسس القانونية لمفهوم الدليل، وهو ما تناولته سورية بالتفصيل خلال الاجتماع الذي عُقد في أبو ظبي في 5 و6 تشرين الأول 2022.

46. أيضاً حتى تكون "الحقوق" المزعومة لمقدّمي الطلب معقولة، يجب أن يكون هناك حالات محددة ضمن نطاق الاتفاقية يُمكن التعامل معها (كما هو موضح آنفاً)، ولا يكفي الحديث العام عن حقوق محتملة تتصل بحالات مفترضة لم يتم تحديدها؛ أي أن تحديد الحقوق يحتاج إلى تحديد الحالات المتصلة بها أولاً. واتصلاً بذلك يبرّر مقدّماً الطلب الحاجة إلى الإشارة بتدابير مؤقتة بالادعاء بأنّ هناك "ضرراً لا يفتقر ولا يمكن إصلاحه فيما يتعلق بكل ضحية من ضحايا التعذيب...".

وفي هذا الصدد أشارت سورية في الاجتماع الذي عقد في أبو ظبي في 5 و6 تشرين الأول 2022 إلى أنّه إذا كان هناك حالات معيّنة ذات مصداقية حول التعذيب لدى مقدّمي الطلب لم تصل إلى علم السلطات السورية المختصة، فسورية مستعدة للنظر بها واتخاذ الإجراءات اللازمة وفقاً للقوانين السورية وبما ينسجم مع اتفاقية مناهضة التعذيب. وأوضحت سورية حينها أنه إذا كان لدى مقدّمي الطلب أي معلومات ذات مصداقية وتفصيل حول مثل هذه الحالات يمكن أن يتم التعاون لدراستها والتحقق منها واتخاذ الاجراء اللازم. ولكن أيضاً لم يتم تقديم مثل هذه الحالات من قبل مقدّمي الطلب، مما يساهم أيضاً في انتفاء صفة الإلحاح عن الإشارة بتدابير مؤقتة والمعقولة عن الحقوق المزعومة المطلوب حمايتها.

في هذا الصدد، تؤكد سورية من جديد استعدادها للنظر في أي حالات محددة يتم نقلها إليها وفق الإجراءات السليمة ومعالجتها وفق الأطر القانونية وبما يتسق مع اتفاقية مناهضة التعذيب، ومثل هذا التأكيد المتجدد من شأنه، إن استُخدم في سياقه الصحيح، أن ينفي أيضاً الحاجة إلى الإشارة بتدابير مؤقتة.

47. كما أشير آنفاً، قدّمت سورية بشكل متكرر اقتراحاً بعقد اجتماع في أبو ظبي في أقرب وقت ممكن باتفاق الطرفين، وذلك لإعطاء فرصة إضافية لتحقيق التقدم المطلوب والوصول إلى نتيجة مجدية،

وتم التعبير عن استعدادها للنظر في أي معلومات محددة؛ ولكن تجاهل مقدّم الطلب هذه الاقتراحات بشكل كامل، الأمر الذي لا يتسق مع ما أشارتا إليه في مذكرتيها المشتركة بشأن الأهمية البالغة لعامل الوقت وصفة الإلحاح؛ ولو وافق مقدّم الطلب في حينه على مقترح سورية بعقد هذا الاجتماع، لما تمّ هدر الوقت بدون مبرر، ولشكّل ذلك فرصة لمعالجة أي حالات تحمل صفة الإلحاح منذ ذلك الحين. وكان من باب أولى بمقدّم الطلب تقديم هذه الحالات التي يزعمان أنها ملحة خلال الاجتماعات بدلاً من الانتظار حتى نقل ذلك إلى المحكمة.

48. إن التدابير المؤقتة يجب أن تكون متصلة بموضوع الطلب (merits)، لا أن تشكل حكماً مسبقاً على الموضوع نفسه، خاصة في القضايا الحساسة والخطيرة والمعقدة التي لا يُمكن البت بها بسرعة وبشكل ظاهري. وفي الواقع إنّ الإقرار بالتدابير المؤقتة التي طلبها مقدّم الطلب في هذه المرحلة سيشكل حكماً مسبقاً فاصلاً للموضوع، وذلك دون استيفاء أسس الاثبات القانوني المعتمدة ودون اتباع الإجراءات التي نص عليها النظام الأساسي للمحكمة ولائحتها، وسيجعل من نظر المحكمة لاحقاً في الموضوع أمراً لا داعٍ له ولا طائل منه. وعليه يجب من حيث المبدأ بحث هذه القضايا في مرحلة النظر في الموضوع وفق الأصول القانونية المتبعة وليس في مرحلة النظر بالتدابير المؤقتة التي يتمّ النظر بها بشكل سريع وظاهري. والمقصود هنا على وجه الخصوص التدابير المطلوب الإشارة بها في الفقرة 33 من طلب الإشارة بتدابير مؤقتة، الفقرات الفرعية أ-ب-د-هـ (a-b-d-e).

49. لحسن سير العدالة من المهم أن تأخذ المحكمة بعين الاعتبار عدم وجود تبادل دبلوماسي بين سورية ومقدّم الطلب، والموقف العدائي لهما تجاه سورية، الأمر الذي يجعل من مطالبيهما ذات دوافع سياسية، وهو ما لمسته سورية بوضوح ويُمكن الاستدلال عليه من خلال تصريحاتهما وبياناتهما المتعلقة بسورية ومن خلال المراسلات والاجتماعين في أبوظبي بين الطرفين. وهنا لا بدّ من الإشارة إلى أنّ أهمية مبدأ الأيدي النظيفة في القانون الدولي لا يمكن إنكارها، وبالتالي تطلب سورية من المحكمة أن تأخذ ذلك بعين الاعتبار في هذه القضية بالتحديد نظراً لطابعها الخاص المختلف عن القضايا السابقة التي أشير فيها إلى هذا المبدأ أمام المحكمة. وهناك العديد من الحوادث التي تثبت أن مقدّم الطلب غير نزيهين وحتى أنهما انخرطا في دعم مجموعات مسلحة في سورية خلافاً للقانون الدولي.

50. يُضاف إلى ذلك حقيقة أن الحكومة الهولندية قد وافقت على توصية من البرلمان الهولندي بالتحقيق في قضية قيام رئيس الوزراء الهولندي مارك روته، بتقديم "دعم لفصيل سوري معارض مسلح"، وأنه قد جرى تحقيق حول هذا الدعم الذي قدمته الحكومة لفصيل معين اسمه "الجبهة الشامية" خلال المدّة ما بين أيار 2015 ونيسان 2018، حيث قدّمت لهم الحكومة الهولندية أكثر من 25

مليون يورو ومواد غذائية وأدوية ومعدات اتصال وشاحنات وخيام وزيّ عسكري. وقد أفادت الكثير من التقارير الدولية عن ممارسة الجماعات المسلحة التي قدمت هولندا لها الدعم لأعمال تعذيب في سورية. وقد تمّ طرح هذا الموضوع في اجتماع أبو ظبي في 5 و6 تشرين الأول من قبل سورية، خاصة ما يتعلق بوجود موافقة أو تحريض أو موافقة ضمنية أو سكوت للموظفين الحكوميين الهولنديين الذين قدموا الدعم لهذا الفصيل بالتحديد على أعمال التعذيب التي قام بها، وذلك حسب تعريف التعذيب الوارد في اتفاقية مناهضة التعذيب.

51. حسب المادة 41 (1) من النظام الأساسي للمحكمة "سلطة أن تشير، إذا رأت أن الظروف تتطلب ذلك، بأي تدابير مؤقتة ينبغي اتخاذها للحفاظ على الحقوق الخاصة بأي من الطرفين". أي أنّ القصد من التدابير المؤقتة هو حماية حقوق الطرفين، وليس طرف واحد أو حماية حقوق طرف بطريقة تؤثر سلباً على حقوق الطرف الآخر. وعليه فإنّ الإشارة بالتدابير المؤقتة التي يطلبها مقدّما الطلب، كما قدّمها، تلحق ضرراً شديداً قد لا يُمكن جبره بسورية، وربما يؤثر على قدرتها على الاستمرار بالوفاء بالتزاماتها بموجب اتفاقية مناهضة التعذيب، خاصة في ظل الطابع عالي التسييس للوضع في سورية، وبالأخص القضايا المتعلقة بحقوق الإنسان، واستغلال ذلك لتشويه صورة سورية، واستخدام مثل هذه التدابير من بعض الدول لأغراض تتعارض مع الهدف الذي أصدرت من أجله، بطريقة تؤثر على حقوق ومصالح سورية المكفولة لها بموجب القانون الدولي.

52. يبرر أيضاً مقدّما الطلب الإشارة بتدابير مؤقتة في حال وجود "ظروف غير مستقرة ويُمكن أن تتغير بسرعة" وعندما يكون هناك "توتر مستمر"، وأنه "لم يتم إحراز تقدم حقيقي نحو تنفيذ قرار مجلس الأمن رقم 2254؛ ولكن لا بدّ من الإشارة هنا إلى أنّ المناطق التي تخضع لسيطرة الحكومة السورية مستقرة من الناحية الأمنية والعسكرية، كما أنّ الظروف في هذه المناطق قد تغيّرت بشكل جذري عن الفترة التي كانت تشهد نشاطات إرهابية فيها، هذا إضافة إلى الأجواء الإيجابية والمستقرة التي ساهمت بها مراسيم العفو العام والتسويات والمصالحات المحلية. ومن جهة أخرى لا يوجد رابط قانوني أو منطقي أو واقعي بين القرار 2254 وتطبيق اتفاقية مناهضة التعذيب.

53. بناء على كل ما سبق تطلب سورية، كدولة طرف في اتفاقية مناهضة التعذيب، بكل احترام من المحكمة:

- أ- أن تعلن عدم اختصاصها وعدم مقبولية الطلب، وأن تزيل القضية من قائمتها العامة.
- ب- أن ترفض طلب الإشارة بتدابير مؤقتة.

ت- عدم الإشارة بأي تدابير مؤقتة يُمكن أن تلحق ضرراً بمصالح وحقوق سورية المكفولة لها بموجب القانون الدولي، واتفاقية مناهضة التعذيب.

54. في حال ارتأت المحكمة، رغم صعوبة ذلك، أن لها اختصاص، وأن هناك حاجة لاتخاذ تدابير مؤقتة، فبالمقابل، إن نفس الأسس التي تم الاستناد إليها في الوصول إلى هذه النتيجة ستنتطبق بالضرورة على ما تتطلبه سورية، كدولة طرف في اتفاقية مناهضة التعذيب، بشكل أولي وبكل احترام من المحكمة: وهو التالي:

أ- ألا يقوم مقدّم الطلب بأي إجراءات يُمكن أن تمس بمصالح وحقوق سورية بموجب اتفاقية مناهضة التعذيب، أو أي إجراءات ضد سورية يراد منها إكراهها على التسليم مسبقاً بالمزاعم والمطالب التي يطرحها.

ب- ألا يستخدم مقدّم الطلب اتفاقية مناهضة التعذيب كوسيلة لتحقيق أهداف بعيدة عن الأهداف والمقاصد الإنسانية التي وضعت لأجلها الاتفاقية والمبادئ التي قامت عليها، أو بطريقة مسيسة تُثير شكوكاً حول مدى حسن النية في تطبيق أحكام الاتفاقية، أو بطريقة تخالف الآليات والإجراءات والشروط المنصوص عليها في الاتفاقية.

ت- أن تقدم مملكة هولندا توضيحات حول مسألة وجود تحريض أو موافقة أو سكوت للموظفين الحكوميين الهولنديين أو أولئك الذي يتصرفون بصفة رسمية، الذين قدموا الدعم لجماعات مسلحة في سورية، على أعمال التعذيب التي قامت بها هذه الجماعات، وذلك حسب تعريف التعذيب الوارد في اتفاقية مناهضة التعذيب، وبناء على الالتزامات المفروضة على الأطراف في الاتفاقية (الفقرة 45 من هذه الرسالة).

ث- أن تتوقف مملكة هولندا وكندا فوراً عن تقديم الدعم لهذه الجماعات المسلحة.

ج- أن تتوقف مملكة هولندا فوراً عن تدمير أي أدلة تتعلق بهذا الموضوع أو تجعل الوصول إليها غير ممكناً، والمحافظة على المعلومات ذات الصلة.

ح- أن تقدّم مملكة هولندا تقريراً إلى المحكمة عن جميع الإجراءات المتخذة من قبلها حول ما سبق ذكره.

55. تحتفظ سورية بحقها في مراجعة أو استكمال أو تعديل مضمون هذه الرسالة، بالإضافة إلى الأسس التي تم الاحتجاج بها.

56. لتسهيل الرجوع إليها، رفقاً المذكرات الموجهة من البعثة الدائمة للجمهورية العربية السورية لدى مكتب الأمم المتحدة والمنظمات الدولية الأخرى في جنيف، إلى البعثتين الدائمتين لكل من مملكة هولندا وكندا في جنيف، وذلك بعد الاجتماع الذي عُقد في مدينة أبوظبي في 26 نيسان 2022.

تفضلوا بقبول فائق التقدير.

القائم بالأعمال بالنيابة

الوزير المفوض

عمار العرسان





N° 120 /22

**The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva presents its compliments to the Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands and the Permanent Mission of Canada to the United Nations in Geneva,** and in reference to the previously exchanged notes verbales between the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic and the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada, and the meeting that was held in Abu Dhabi on 26 April 2022 between the Delegation of the Syrian Arab Republic and the delegations of the Kingdom of the Netherlands and Canada, based on the Convention Against Torture and other Cruel, Inhuman, or Degrading Treatment or Punishment, the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic would like to convey the following to the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada:

The Syrian Arab Republic believes that the aforementioned meeting was useful, in which a number of procedural aspects were discussed, and it was agreed to follow up consultations at future meetings in good faith and without any politicization based on the Convention against Torture.

With regard to the timetable, the delegation of the Syrian Arab Republic expressed its approval in principle on the proposal of the delegations of the Kingdom of the Netherlands and Canada to hold future meetings in person every three months. The Delegation also expressed its agreement to hold the next meeting on June 6, 2022, in Abu Dhabi, United Arab Emirates, after the Dutch and Canadian sides contact the Emirati side regarding hosting the meeting and making its required arrangements. In this context, the Syrian Arab Republic considers that it is necessary to organize this meeting in the same way that the April 26 meeting was organized in terms of the duration of the sessions on each day of the meeting, as this was feasible in terms of the optimal use of time and of logistical aspect.

In the event that the Kingdom of the Netherlands and Canada provide the Syrian Arab Republic with written confirmation of the aforementioned details, in addition to identifying a joint point of contact in the Ministry of Foreign Affairs and International Aid in the United Arab Emirates sufficiently in advanced to

make the necessary arrangements, the delegation of the Syrian Arab Republic confirms its readiness to participate in this meeting on June 6 for two days, as this period takes into account the optimal investment of the meetings by giving the opportunity to the delegations to consult, in between the meetings, with their references if needed, and to analyze and evaluate the discussions that took place at the meeting appropriately and then address them during the next meeting.

**The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva avails itself of the opportunity to convey its greetings to the Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands and the Permanent Mission of Canada to the United Nations in Geneva.**

Geneva, 4 May 2022



**The Permanent Mission of Canada  
Avenue de l'Arianna 5, 1202 Geneve**

-----  
**The Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands  
Avenue Giuseppe-Motta 31-33, 1202 Geneve**

Permanent Mission  
of the  
Syrian Arab Republic  
Geneva



الجمهورية العربية السورية  
البعثة الدائمة لدى مكتب الأمر المتعددة  
جنيف

N° 138 /22

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva would like to refer to its Note Verbal No. 120/22 dated 4/5/2022, and to the joint Notes Verbals of the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva, the latest of which is the joint Note Verbal No. GENEV-8159 /GEV-PA 77/2022 dated 30/5/2022, and to the meeting held in Abu Dhabi on 26 April 2022 between the delegation of the Syrian Arab Republic and the delegations of the Kingdom of the Netherlands and Canada, on the basis of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment, the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic in Geneva would like to convey to the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva the following:

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic in Geneva indicated in its Note Verbal No. 120/22 dated 4/5/2022 that the delegation of the Syrian Arab Republic had expressed its agreement to hold the next meeting on 6 June 2022 in Abu Dhabi, in the United Arab Emirates, after the two sides, the Kingdom of the Netherlands and Canada, communicate with the Emirati side regarding hosting the meeting and making the necessary arrangements for that. It also confirmed that, in case the Kingdom of the Netherlands and Canada provide the Syrian Arab Republic with written confirmation on the details related to holding the meeting on 6 June, including assigning a joint point of contact at the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation in the United Arab Emirates before sufficient time to make the necessary arrangements, the delegation of the Syrian Arab Republic can confirm its readiness to participate in the meeting.

The Syrian Arab Republic would like to indicate that the Kingdom of the Netherlands and Canada have provided it with the above-mentioned details and confirmed the organization of the meeting on 6 -7 June 2022 in their joint Note Verbal dated 30 May 2022, which was received by the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic in Geneva almost at the end of the official working hours of that day, which means that the Syrian Arab Republic will be practically able to address the content of the Note Verbal on 31 May 2022 at least. So there are maximum 5 days left available to

the delegation of the Syrian Arab Republic to make all the necessary arrangements to participate in this meeting, including travel reservations, accommodation, obtaining the required entry visa and other necessary related preparations, bearing in mind that the practical and logistical matters require the Syrian delegation to be in the United Arab Emirates one or two days before the date of the meeting.

The Syrian Arab Republic reconfirms its readiness to participate in a second meeting in Abu Dhabi, however, holding this meeting on 6 -7 June has become unreasonable as the remaining time is insufficient according to what was explained above, bearing in mind that the Kingdom of the Netherlands and Canada had indicated in their joint Note Verbale dated 8 April 2022 that they needed two weeks' notice after receiving the information requested to fix the date of the meeting.

Accordingly, the Syrian Arab Republic proposes to hold the second meeting in the city of Abu Dhabi in the same place on the last week of June. Taking into consideration that the Syrian Arab Republic wished to hold the meeting before this date, but this is impossible due to a prior commitment of the head of the Syrian delegation to participate in the international meeting on Syria in Astana format in Nur-Sultan from 14 to 16 June 2022.

The Syrian Arab Republic reaffirms that it was agreed at the meeting of 26 April in Abu Dhabi to continue the consultations in future meetings, in good faith and without any politicization, based on the Convention against Torture, and that the Syrian delegation has clearly emphasized that during these consultations common concerns will be discussed within the framework of Convention against Torture in order to enhance compliance with its provisions.

The Syrian Arab Republic will provide the Kingdom of the Netherlands and Canada with the composition of their delegation to the next meeting as soon as possible.

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva avails itself of this opportunity to convey to the Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands in Geneva and the Permanent Mission of Canada to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva its greetings.



Permanent Mission of Canada  
Avenue de l'Ariana 5  
1202 Geneva

Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands  
Avenue Giuseppe-Motta 31-33  
1211 Geneva 20



N° 142 /22

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva would like to refer to its Note Verbal No. 138/22 dated 1/6/2022, and to the joint Notes Verbals of the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva, the latest of which is the joint Note Verbal No. GENEV-8173/GEV-PA 78/2022 dated 2/6/2022, and to the meeting held in Abu Dhabi on 26 April 2022 between the delegation of the Syrian Arab Republic and the delegations of the Kingdom of the Netherlands and Canada, on the basis of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment, the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic in Geneva would like to convey to the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva the following:

The Syrian Arab Republic recalls that, during the meeting held on 26 April in Abu Dhabi, in the United Arab Emirates, the Syrian delegation expressed its approval to hold a second meeting on 6 June 2022 in Abu Dhabi. Syria has also confirmed again in its Note Verbale dated 4/5/2022 the readiness of its delegation to participate in this meeting on 6 June 2022, for two days. Regrettably, the Kingdom of the Netherlands and Canada did not provide the details required from them, and they did not confirm the organization of this meeting before a sufficient and reasonable time to allow the necessary arrangements to be made by the delegation of the Syrian Arab Republic, as clarified in the Note Verbale of the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic in Geneva dated 1/6/ 2022. Accordingly; the Syrian Arab Republic notes that the meeting proposed for 6 June 2022 has been cancelled.

The Syrian Arab Republic notes that the Kingdom of the Netherlands and Canada in their joint Note Verbale dated 2/6/2022 did not respond to its proposal to hold a second meeting in Abu Dhabi at the same place in the last week of June 2022. Therefore, it hopes to get a positive response to this proposal, and to be informed of the details related to holding the second meeting before sufficient time, not less than two weeks, so that the necessary arrangements can be made to participate in this meeting. The Syrian Arab Republic will provide the Kingdom of the Netherlands and Canada with

the composition of its delegation to the meeting after receiving their confirmation on the date of the meeting.

The Syrian Arab Republic reaffirms that it was agreed at meeting of 26 April in Abu Dhabi to follow up the upcoming meetings in good faith and without any politicization on the basis of the Convention against Torture, and accordingly, Syria is ready to discuss the issues raised by the Kingdom of the Netherlands and Canada regarding the Convention and the obligations emanating from it, including what has been called a "statement on facts" and a "statement on law". The Syrian Arab Republic will also raise issues related to the implementation of the Convention against Torture. In this regard, the Syrian Arab Republic stresses the need for a genuine will for cooperation and exchange of ideas to enhance the implementation of the provisions of the Convention, and to "make more effective the struggle against torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment throughout the world " as stated in the Convention. To this end, the Syrian Arab Republic remains open to address any constructive ideas related to the foregoing.

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva avails itself of this opportunity to convey to the Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands in Geneva and the Permanent Mission of Canada to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva its greetings.

Geneva, 10/6/2022

H. A .

Permanent Mission of Canada  
Avenue de l'Ariana 5  
1202 Geneva  
Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands  
Avenue Giuseppe-Motta 31-33  
1211 Geneva 20



N° 151 /22

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva would like to refer to its relevant Notes Verbales, the latest of which is No. 142/22 dated 10 June 2022, and to the joint Notes Verbales of the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva, the latest of which is the joint Note Verbale No. GEVEV-8202 / GEV-PA 88/2022 dated 16 June 2022, and to the meeting held in Abu Dhabi on 26 April 2022 between the delegation of the Syrian Arab Republic and the delegations of the Kingdom of the Netherlands and Canada, based on the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic in Geneva would like to convey to the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva the following:

The Syrian Arab Republic reaffirms its respect for International Law and multilateral international conventions, including the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, and that it addresses the relevant issues with all seriousness and goodwill.

Therefore, the Syrian Arab Republic reaffirms its readiness to participate in a second meeting to address what was agreed upon at the meeting of 26 April 2022, namely the so-called "statement on facts" and "statement on law" submitted by the Kingdom of the Netherlands and Canada (as stated in the verbatim record of that meeting), in addition to addressing the relevant points contained in the joint Dutch-Canadian Note Verbale of June 16, within the scope of the Convention against Torture. The Syrian Arab Republic will also present issues related to the implementation of the Convention and the obligations emanating from it, and will deliver its presentations in this regard. In this context, confirming further the Syrian Arab Republic's keenness to address positively and in good will the aspects related to the implementation of the Convention against Torture, and in order to reach the desired goal and in the hope of achieving the required progress, the Syrian Arab

Republic is ready, in the case there exists any misunderstanding or ambiguity on the side of the Kingdom of the Netherlands and Canada, to address this during the second meeting to be held in person.

It should be noted, in this context, that the Syrian Arab Republic does not believe that stressing in its Note Verbale of 10 June 2022, that "the need for a genuine will for cooperation and exchange of ideas to enhance the implementation of the provisions of the Convention, and to make more effective the struggle against torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment throughout the world, as stated in the text of the Convention", contradicts what was agreed upon at the April 26 meeting and what we are to address at the second meeting. On the contrary, this is in line with the letter and spirit of the Convention and reaffirms the keenness, yet another time, of the Syrian Arab Republic to address what is raised by the Netherlands and Canada about the implementation or even interpretation of the Convention.

The Syrian Arab Republic clarified the rationale for the inability to hold the meeting, which was supposed to be held on June 6, 2022, in its Notes Verbales of June 1<sup>st</sup> and June 10<sup>th</sup>, 2022, and regrets that the Kingdom of the Netherlands and Canada were unable to respond to its proposal to hold the second meeting in Abu Dhabi at the same venue in the last week of June 2022, as stated in its Note Verbale of June 1<sup>st</sup>, 2022. Nevertheless, departing from the belief of the Syrian Arab Republic that what matters in this context is the substance and working in good faith and seriousness to hold the second meeting with a view to reaching the desired goal in accordance with the provisions of the Convention against Torture, it reiterates the readiness of its delegation to participate in the second meeting at any agreed date, and it proposes that the meeting takes place in the second half of July 2022, and hopes to receive this time a positive response without any additional unnecessary delay or politicization contrary to the text and spirit of the Convention.

The Syrian Arab Republic, recalling that it coordinated fully and successfully the convening of the 26 April meeting and informed the Kingdom of the Netherlands and Canada of all relevant details well in advance, and noting that the Kingdom of the Netherlands and Canada have invited the Syrian Arab Republic to coordinate with the United Arab Emirates as the host state for the second meeting, and to inform the Kingdom of the Netherlands and Canada as soon as its approval was confirmed; it would coordinate with the host State, but on its part invites the Kingdom of the Netherlands and Canada to also coordinate with the host state and to inform the Syrian

Arab Republic as soon as its approval is confirmed, this is to jointly ensure good coordination and to prevent any logistical obstacles that may confront all of us.

Referring to what was mentioned in the joint Note Verbale of the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva dated 16 June 2022 regarding the dates and venue of the meeting, the Syrian Arab Republic, on its part, confirms its agreement that if the dates are agreed between the parties at least two weeks ahead of time, the Syrian Arab Republic can proceed with the travel arrangements of its delegation for such a meeting on the basis of the previous venue at the Etihad Towers Hotel, provided the venue is formally confirmed by the host state one week ahead of time. For a new venue in the United Arab Emirates, the Syrian Arab Republic would also require two weeks' notice, but such new venue would be subject to agreement pending an inspection of the facilities.

The Syrian Arab Republic remains open to addressing any constructive ideas related to all of the above.

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva avails itself of the opportunity to convey its greetings to the Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands and the Permanent Mission of Canada to the United Nations in Geneva.



**The Permanent Mission of Canada**  
**Avenue de l'Arianna 5, 1202 Geneve**

-----  
**The Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands**  
**Avenue Giuseppe-Motta 31-33, 1202 Geneve**

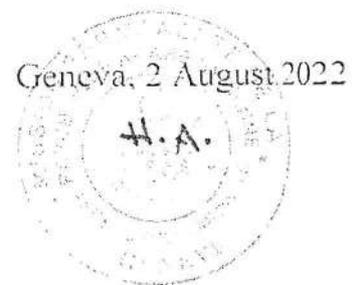


N° 173/22

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva would like to refer to its relevant Notes Verbales, including the most recent one No. 151/22 dated 1 July 2022, in which a second meeting was agreed in Abu Dhabi in the United Arab Emirates; the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic in Geneva would like to convey the following to the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva:

The Syrian Arab Republic will contact the Emirati side as soon as possible to obtain a confirmation of the exact date and venue of the second meeting, and will immediately inform the Kingdom of the Netherlands and Canada of the Emirati side's response.

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva avails itself of the opportunity to convey its greetings to the Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands and the Permanent Mission of Canada to the United Nations in Geneva.



The Permanent Mission of Canada  
Avenue de l'Arianna 5, 1202 Geneve

The Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands  
Avenue Giuseppe-Motta 31-33, 1202 Geneve



N° 196/22

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva would like to refer to its relevant Notes Verbales, including the most recent one No. 173/22 dated 2 August 2022, and to the joint Notes Verbales of the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva, the latest of which is the joint Note Verbale No. GEVEV-8333 / GEV-PA 105/2022 dated 9 August 2022, the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic in Geneva would like to convey the following to the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva:

As indicated in the aforementioned Note Verbale of the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic dated 2<sup>nd</sup> August 2022, and in accordance with what had been agreed on, the Syrian Arab Republic communicated with the United Arab Emirates regarding the hosting of the second meeting. The United Arab Emirates informed the Syrian Arab Republic in writing of the following: "The United Arab Emirates agrees to host the meeting, provided that it will be held during the first half of October 2022. Thus, please specify the day and date and convey them to us as soon as possible to inform the relevant authority in the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation in the UAE to make the necessary arrangements."

Based on that, the Syrian Arab Republic informs the Kingdom of the Netherlands and Canada that it is available for meeting in Abu Dhabi during two days of any of the following sets of dates: 3-6 October 2022 or 10-13 October 2022. The Syrian Arab Republic requests the confirmation of the Kingdom of the Netherlands and Canada as soon as possible if any of these dates are appropriate for them. Upon receipt of the confirmation from the Kingdom of the Netherlands and Canada, the Syrian Arab Republic will inform the United Arab Emirates accordingly to complete the necessary arrangements, and it will make its own arrangements to attend the meeting.

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva avails itself of the opportunity to convey its greetings to the Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands and the Permanent Mission of Canada to the United Nations in Geneva.



**The Permanent Mission of Canada  
Avenue de l'Arianna 5, 1202 Geneve**

-----  
**The Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands  
Avenue Giuseppe-Motta 31-33, 1202 Geneve**



N° 220/22

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva would like to refer to its relevant Notes Verbales, including the most recent one No. 196/22 dated 30 August 2022, and to the joint Notes Verbales of the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva, the latest of which is the joint Note Verbale No. GENEV-8428 / GEV-PA 118/2022 dated 15 September 2022, the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic in Geneva would like to convey the following to the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva:

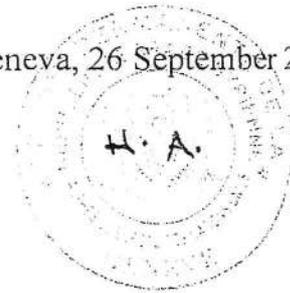
The Syrian Arab Republic has requested the United Arab Emirates to take the necessary measures to hold the meeting at the Etihad Towers Hotel in Abu Dhabi on 5 and 6 October 2022 and to identify a joint contact point, as agreed between the Syrian Arab Republic and both the Kingdom of the Netherlands and Canada. The Syrian Arab Republic has begun to make arrangements for the participation of its delegation on the agreed date.

With regard to what was mentioned in the joint Dutch-Canadian note verbale of 15 September 2022, in which they requested the Syrian Arab Republic to " indicate any particular issues that it would like them to address with regard to the statement of Facts and Statement of Law prior to 28 September 2022", the Syrian Arab Republic would like to clarify that it would like to address the various points contained in the text of what has been called "Statement of Facts" and "Statement of Law" submitted by the Kingdom of the Netherlands and Canada, according to what has been previously agreed on.

As for what has been pointed out regarding not holding a meeting in the second and third quarters of 2022, the Syrian Arab Republic indicates that it has always demonstrated its readiness to hold such a meeting as illustrated in its previous relevant notes verbales.

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva avails itself of the opportunity to convey its greetings to the Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands and the Permanent Mission of Canada to the United Nations in Geneva.

Geneva, 26 September 2022



**The Permanent Mission of Canada**  
**Avenue de l'Arianna 5, 1202 Geneve**

-----  
**The Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands**  
**Avenue Giuseppe-Motta 31-33, 1202 Geneve**



N° 22/22

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva would like to refer to its relevant Notes Verbales, including the most recent one No. 220/22 dated 26 September 2022, and to the joint Notes Verbales of the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva, the latest of which is the joint Note Verbale No. GENEV-8456 / GEV-PA 129/2022 dated 28 September 2022, the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic in Geneva would like to convey the following to the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva:

The Emirati side confirmed to us that the venue of the meeting is the Etihad Towers Hotel in Abu Dhabi during the period 5 and 6 October 2022, and that for more details regarding logistical support, it is possible to contact Mr. Rashed Al-Tanji on the phone number 0502722211, and as for the dates, it is possible to contact Ms. Lamia'a Bin Tamim on the phone number 0502296269.

It should be noted that the composition of the Syrian Arab Republic delegation will be the same composition as that participated in the previous meeting that was held on 26 April 2022.

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva avails itself of the opportunity to convey its greetings to the Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands and the Permanent Mission of Canada to the United Nations in Geneva.

Geneva, 29 September 2022

H.A.

The Permanent Mission of Canada  
Avenue de l'Arianna 5, 1202 Geneve

The Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands  
Avenue Giuseppe-Motta 31-33, 1202 Geneve



N° 236 /22

In reference to the Notes Verbales of the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other international organizations in Geneva, and to the joint Notes Verbales of the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva, the latest of which is the joint Note Verbale No. GEV-PA 140/2022, GENEV-8480 dated 17/10/2022, the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic in Geneva would like to convey the following to the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva:

Recalling the aspects that have been reviewed and the explanations that have been provided during the meeting held on 5 and 6 October 2022 in Abu Dhabi, as stated in the verbatim record of that meeting, the Syrian Arab Republic indicates that it believes that the meeting was useful in terms of clearly identifying the views of the parties on the subject under discussion. The Syrian Arab Republic has assessed the proceedings of that meeting and the views expressed by the delegations of the Kingdom of the Netherlands and Canada, and it, therefore, has further explanations and points in this regard and it is ready to continue the meetings in goodwill to achieve the required progress and reach a solution.

The Syrian Arab Republic recalls that one substantive meeting was held between the parties on 5 and 6 October 2022, as the first meeting, which was held on 26 April 2022, was designated to agree on procedural aspects only. In this context, the Syrian Arab Republic reiterates that holding only one substantive meeting is not sufficient to conclude a hasty conclusion that the parties have reached a "deadlock" or that the follow-up of the meetings is "futile", as stated in the Dutch-Canadian aforementioned joint Note Verbale. The Syrian Arab Republic recalls that, during the meeting of 26 April, its delegation expressed its agreement on the proposal of the delegations of the Kingdom of the Netherlands and Canada to hold future in-person meetings every three months, but only one meeting had been held thereafter.

Based on the above, the Syrian Arab Republic proposes to hold a new meeting in the same venue in the first half of January 2023 or earlier by agreement of the parties, in order to provide an additional opportunity to make progress and reach a meaningful outcome, with the belief that if there are goodwill and genuine desire to engage in serious discussions this outcome can be achieved, especially if the Netherlands and Canada provide information on the topics raised by their delegations in the previous meeting, and on the queries, questions, and points that were raised by the delegation of the Syrian Arab Republic, the aim of which was to gain a better understanding of how to address what was presented by the Netherlands and Canada and to follow up on that basis.

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva avails itself of the opportunity to convey its greetings to the Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands and the Permanent Mission of Canada to the United Nations in Geneva.

**The Permanent Mission of Canada**  
Avenue de l'Arianna 5, 1202 Geneve

-----  
**The Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands**  
Avenue Giuseppe-Motta 31-33, 1202 Geneve





N° 246 /22

In reference to the Notes Verbales of the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other international organizations in Geneva, the latest of which is Note Verbale No.236/22 dated 27/10/2022, and to the joint Notes Verbales of the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva, the latest of which is the Joint Note Verbale Ref: GEVEV-8517 and GEV-PA 151/2022 dated 7/11/2022, the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic in Geneva would like to convey the following to the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva:

The Syrian Arab Republic recalls that during the meeting of 26 April, its delegation expressed its agreement on the proposal of the delegations of the Kingdom of the Netherlands and Canada to hold future meetings in person every three months, and no conditions were presented in this regard by the delegations of the Kingdom of the Netherlands and Canada, Noting that the Syrian Arab Republic has always reaffirmed its readiness to engage in seriousness and goodwill with the Netherlands and Canada based on the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, out of its keenness to respect International Law and International multilateral conventions, including the Convention against Torture.

The Syrian Arab Republic also recalls that the exchanged Notes Verbales between the parties during the previous period have not actually addressed the substance of the matter taking into consideration that the first meeting, held on 26 April 2022, was designated to agree on procedural aspects only. Accordingly, the Syrian Arab Republic reiterates that holding only one substantive meeting on 5 and 6 October 2022 in Abu Dhabi is not sufficient to draw a theoretical conclusion by the Kingdom of the Netherlands and Canada that there is no "Sufficient progress" has been achieved, a "Deadlock" has been reached or the follow-up of the meetings is "futile". Especially since the Syrian Arab Republic has clarified in the Note Verbale dated 27 October 2022 that it has evaluated the proceedings of that meeting and the views expressed by the delegations of the Kingdom of the Netherlands and Canada, and that the Syrian Arab Republic has further explanations and points to put forward,

in the hope of achieving further development in the positions of the parties during the future meetings.

Based on the above, the Syrian Arab Republic resubmits its proposal to hold a new meeting in Abu Dhabi during the first half of January 2023 or earlier by agreement of the parties, in order to provide an additional opportunity to achieve the required progress and reach a meaningful outcome. The Syrian Arab Republic reiterates its belief that in case of the provision of goodwill and a genuine desire to engage in serious discussions, there is a reasonable probability of achieving such an outcome, especially if the Netherlands and Canada react positively and provide information on the queries, questions, and points that has been raised by the delegation of the Syrian Arab Republic, the aim of which was to gain a better understanding of how to address what was presented by the Netherlands and Canada and to follow up on that basis.

The Syrian Arab Republic underlines that it is necessary not to use the Convention against Torture merely as a tool to achieve goals that fall entirely far from the humanitarian purposes for which it was put to serve and the principles on which it was established. This requires a positive and goodwill engagement, particularly by the party that has invoked issues related to the implementation of the Convention, and not only pass the phases deliberately without making a real and serious attempt to engage in discussions to reach solutions.

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva avails itself of this opportunity to convey its greetings to the Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands and the Permanent Mission of Canada in Geneva.

**The Permanent Mission of Canada**  
Avenue de l'Arianna 5, 1202 Geneve

-----  
**The Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands**  
Avenue Giuseppe-Motta 31-33, 1202 Geneve





N° 32 /23

In Reference to the Notes Verbales of the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other international organizations in Geneva, the latest of which is No. 246 dated 17/11/2022, and to the joint Notes Verbales of the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva, the latest of which is No. GEV-PA 187/2022 and GENEV-8587 dated 20 and 21/12/2022, the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic in Geneva would like to convey the following to the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva:

The Syrian Arab Republic has taken note of the joint Note Verbale of the Kingdom of the Netherlands and Canada dated 20 and 21 December 2022.

The Syrian Arab Republic reaffirms that it has engaged seriously and in goodwill with the Netherlands and Canada based on the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, and that it is ready to continue such engagement out of its concern to respect International Law and multilateral international conventions, including the Convention against Torture.

The Syrian Arab Republic recalls what it has clarified in its Note Verbale dated 17 November 2022, that the Notes Verbales exchanged between the parties during the past period did not actually address the substance of the matter, while the first meeting, held on 26 April 2022, was devoted only to agreeing on the procedural aspects, and therefore holding only one substantive meeting on 5 and 6 October 2022, in Abu Dhabi, is not enough to draw a theoretical conclusion unilaterally by the Kingdom of the Netherlands and Canada that there is no "sufficient progress" has been achieved, a "Deadlock" has been reached or that the follow-up of meetings is "futile" as stated in the joint Notes Verales dated 17 October and 7 November 2022. In its Note Verbale dated 27 October 2022, the Syrian Arab Republic clarified that it had evaluated the proceedings of the meeting held on 5 and 6 October 2022 and the views expressed during it by the delegations of the Kingdom of the Netherlands and

Canada, and that it has further points to put forward and discuss, in the hope of achieving further development in the positions of the Parties during the future meetings.

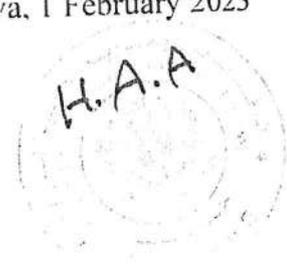
In reference to what has been stated in the joint Note Verbale of the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva dated 20 and 21 December 2022, that "all attempts at negotiations have failed to make any progress towards resolving the dispute", the Syrian Arab Republic recalls that it has proposed, in its Note Verbale of 27 October 2022 and its Note Verbale of 17 November 2022, to hold a meeting in Abu Dhabi during the first half of January 2023 or earlier by agreement of the parties, but unfortunately, the Kingdom of the Netherlands and Canada completely ignored this proposal, although such a meeting, in case of the provision of goodwill and genuine desire to engage in serious discussions by the Kingdom of the Netherlands and Canada, would have provided a reasonable probability of achieving progress. The Syrian Arab Republic also points out that disregarding twice by the Netherlands and Canada to its proposal to hold a meeting, which was first presented almost three months ago, is inconsistent with what they referred to in their joint Note Verbale on the critical importance of the time factor. Had the Kingdom of the Netherlands and Canada at that time agreed on the proposal of the Syrian Arab Republic to hold a such meeting, all this time would have not been wasted unjustifiably, and it would have been an opportunity to make progress and reach a meaningful outcome within a reasonable period of time. Therefore, the Syrian Arab Republic resubmits its proposal to hold a meeting in Abu Dhabi as soon as possible with the agreement of the parties.

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva avails itself of this opportunity to convey its greetings to the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva.

Geneva, 1 February 2023

**The Permanent Mission of Canada**  
Avenue de l'Arianna 5, 1202 Geneve

-----  
**The Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands**  
Avenue Giuseppe-Motta 31-33, 1202 Geneve





N° 114/23

In reference to the Notes Verbales of the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other international organizations in Geneva, the latest of which is No. 32/23 dated 1/2/2023, and to the joint Notes Verbales of the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva, the latest of which is No. GEV-PA 45/2023 and GEVEV-8678 dated 24 March 2023, the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic in Geneva would like to convey the following to the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva:

The Syrian Arab Republic has taken note of the joint Note Verbale of the Kingdom of the Netherlands and Canada dated 24 March 2023.

The Syrian Arab Republic reaffirms what was stated in its previous notes Verbales dated 27 October 2022, 17 November 2022 and 1 February 2023, in particular, that holding only one substantive meeting on 5 and 6 October 2022, in Abu Dhabi, is not enough to draw a theoretical conclusion unilaterally by the Kingdom of the Netherlands and Canada that there is no "sufficient progress" has been achieved, a "Deadlock" has been reached, or that the follow-up of meetings is "futile" as stated in the joint Notes Verbales dated 17 October and 7 November 2022, and 24 March 2023.

The Syrian Arab Republic has consistently affirmed that it is ready to engage seriously and in goodwill with the Netherlands and Canada on the basis of the Convention against Torture. This was demonstrated by its constructive engagement in the meeting held on 5 and 6 October 2022 in Abu Dhabi, and what it has clarified after this meeting in the abovementioned notes Verbales, that it has evaluated the proceedings of the meeting and the views expressed within by the delegations of the Kingdom of the Netherlands and Canada, and that the Syrian Arab Republic has further points to put forward and discuss, in the hope of achieving further development in the positions of the Parties during the future meetings.

However, regrettably, the Kingdom of the Netherlands and Canada have not accepted the Syrian Arab Republic's repeated proposal to hold a meeting in Abu Dhabi, which means cutting off the road to what this meeting could have provided of reasonable probability of progress. This also shows the lack of interest of Canada and the Netherlands in making any real attempt in this regard. While the Kingdom of the Netherlands and Canada believe that there are "vast disparities between the parties", as stated in their note verbale of 24 March, It is clear that addressing this matter is by continuing the meetings without wasting any time, which the Kingdom of the Netherlands and Canada have so far rejected without any reasonable justification, as it has caused and is causing the waste of all this time which could have been invested in reaching the desired result, and therefore they bear the responsibility for that.

Despite all that, and as an expression of its goodwill and seriousness, the Syrian Arab Republic resubmits its proposal to hold a meeting in Abu Dhabi as soon as possible by agreement of the parties, noting that it has more points to raise and discuss in this meeting, in order to give an additional opportunity to achieve the required progress and reach a meaningful outcome.

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva avails itself of this opportunity to convey its greetings to the Permanent Missions of the Kingdom of the Netherlands and Canada in Geneva.



Geneva, 10 April 2023

**The Permanent Mission of Canada**  
Avenue de l'Arianna 5, 1202 Geneve

**The Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands**  
Avenue Giuseppe-Motta 31-33, 1202 Geneve